

JOURNAL DE L'Économie

Mag

Le Magazine Economique de Référence ISSN 2712-7265



Edition N°4 - Mars 2022

FORUM

LE MONDE DE

L'EAU

À DAKAR

✓ Thème: La sécurité de l'eau pour la paix et le développement

✓ Comment le Sénégal a réussi son forum?



ORGANISATION
POUR LA MISE EN VALEUR
DU FLEUVE GAMBIE

- Projet Energie -

GAMBIA RIVER BASIN
DEVELOPMENT
ORGANISATION

- Energy Project -

ORGANIZAÇÃO
PARA A VALORIZAÇÃO
DO RIO GÂMBIA

- Projeto Energia -

Retrouvez-nous
au Forum Mondial de l'Eau
Hall d'Exposition de Diamniadio - Hall C Stand N°11&12
du 21 au 26 mars 2022

See you
at the World Water Forum
Diamniadio Exhibition Centre - Hall C Booth N°11&12
From 21 to 26 March 2022

Encontre-nos
no Fórum Mundial da Água
Sala de Exposições de Diamniadio - Hall C Stand N°11&12
De 21 a 26 de Março de 2022



9th WORLD WATER
FORUM | DAKAR 2022



COSEC

LE CONSEIL SÉNÉGALAIS DES CHARGEURS



Souhaite un excellent séjour au pays de
la Téranga à tous les participants



9^e FORUM MONDIAL
DE L'EAU

TÉL (221) 33-849-07-07

EMAIL : cosec@cosec.sn
ADRESSE Avenue Malick Sy



Forum : De l'Eau bénite sur le Sénégal !

Nous sommes en 2003, à la veille de son départ pour le Japon pour représenter le Sénégal au 3ème Forum Mondial de l'Eau, j'ai eu le privilège d'interviewer, le Ministre de l'Hydraulique de l'époque du Sénégal un certain Macky SALL dans son bureau au Building administratif. On peut dire qu'à l'époque Macky SALL accordait une importance capitale à l'Eau au point de faire une importante déclaration avant de rallier les trois villes japonaises qui devaient abriter le forum du 16 au 23 mars 2003, Kyoto, Osaka et Shiga. Je peux aussi, sans risque d'être démenti, affirmer que c'était son premier forum. Et le Forum de Dakar est sans doute son deuxième forum. Même s'il n'est pas présent aux autres éditions physiquement, il y a été par le cœur et par l'esprit. Et point de hasard, qu'il soit représentant du Sénégal parmi les 130 ministres qui avaient représenté leur pays à la conférence ministérielle dans ce Forum Mondial de 2003.

«Actions mondiales pour l'eau». Un thème qui avait retenti à l'époque pour graver en lettre d'or toute l'importance que le Monde accordait à l'Eau, cette denrée indispensable, précieuse, aux enjeux à la fois géostratégiques, diplomatiques, source de vie certes, mais aussi sources de conflits et de tensions. D'où le thème choisi par le Sénégal à travers son Secrétariat Exécutif, « La sécurité de l'eau pour la paix et le dévelop-



pement ». Entre 1997 et 2022, le forum Mondial de l'Eau s'est tenu à 8 reprises et la rencontre de Dakar ne dérogera pas à la règle car le Chef de l'Etat son Excellence Macky SALL attache une importance capitale à sa réussite. Dans le dernier Conseil des ministres avant le forum, une large fenêtre est ouverte pour que le gouvernement s'implique. Le Chef de l'Etat d'inviter son gouvernement à « prendre toutes les dispositions requises, en relation avec le Conseil mondial de l'eau et le Secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial de l'eau, afin d'assurer le déroulement, dans les meilleures conditions à Diamniadio, de toutes les activités officiellement programmées

Le Président de la République a également indiqué « qu'il attache du prix à la valorisation de la politique nationale en matière d'accès universel à l'eau (et à l'assainissement pour tous), mais également à la mobilisation des forces vives de la Nation, pour faire du 9ème Forum mondial de l'eau, un succès historique du Sénégal et un marqueur de l'agenda de développement du secteur de l'eau ». En ces termes, on peut sans doute espérer que le Forum sera un tournant pour un Monde où l'eau ne sera plus la hantise qui provoquera « la guerre de l'eau » mais un monde où le partage de l'Eau se fera sans aucune incidence diplomatique. Bref l'Eau du bonheur et de l'Espoir d'un monde meilleur ! Une Eau bénite sur le Sénégal et sur le monde !

Habib Mimran Mbaye.

SOMMAIRE- N°4-MARS 2022



Journal de l'Économie Mag

Magazine édité par
l'Agence Com-Y@w

Seynabou Ndao
Présidente Directrice Générale

Seynabou Ndao
Directrice de la Rédaction

Mor Talla Diop
**Directeur de la Rédaction et
de l'Information**

Serigne Mbacké Seck
Abdou Salam DIOP
Mbene Samb MBAYE
Mor Talla DIOP
Habib MIMRAN

Serigne Balla FALL
Directeur artistique et Technique

Email :
journaleconomiehebdo@gmail.com

Service Commercial
nanouchendao81@gmail.com

Tel: +221 33 950 77 88
+221 77.863.18.23

Adresse : Scat Urbam X Hann
Maristes- Espace Résidence N X20



08 ACTUALITÉS :
Ouverture du 9ème Forum Mondial Eau-
Macky SALL sort les « impuretés » de l'EAU
-Plaidoyer des Chefs d'Etat et des leaders du
Monde



10 ESPACE ET TEMPS :
Le Forum au fil des années, de Marrakech
1997 à Dakar 2022

14 GÉOPOLITIQUE :
Géopolitique de l'Eau

18 RENCONTRES :
Le Président Macky SALL et Loïc FAUCHON
réaffirment ensemble l'importance politique
du Forum Mondial de l'Eau

20 ENTRETIEN :
Le temps de l'Eau et de l'Energie facile est
révolu »- Par Loïc FAUCHON

22 FORUM EN QUESTION :
Le forum et ses grandes questions soulevées

24 RÉALISATIONS :
Plus loin avec Jany ARNAL Directrice
Générale de la SEN'EAU
- Sen'eau tire son bilan avant le Forum

40 REPORTAGE :
Thiéo a soif : Paradoxale coïncidence avec le
Forum Mondial de l'Eau

42 OMVS 50 ANS
L'OMVS dans le sillage du Cinquantième et
du 9ème Forum

50 CULTURE DE L'EAU :
Festi-eau, la touche des Frères GUISSÉ

« Rendez-vous avec notre devoir d'agir »



Bienvenue à « Dakar 2022 » !

La communauté mondiale de l'eau et de l'assainissement se retrouvera au Sénégal, du 21 au 26 mars 2022, pour la neuvième édition du Forum mondial de l'Eau sous un thème évocateur : La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable.

Le peuple sénégalais et son gouvernement s'honorent du choix du Conseil mondial de l'eau de tenir cette édition au pays de la Téranga, expression de l'hospitalité conviviale à la sénégalaise.

En réunissant les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile pour renforcer la mise en œuvre des actions nécessaires à la réalisation de l'Objectif du

Développement durable numéro 6 (ODD6), le 9ème Forum mondial de l'eau offrira également une plateforme d'expression à d'autres parties prenantes (groupements de femmes, jeunes, agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) et contribuera ainsi à la transformation qualitative du quotidien des populations et à l'amélioration des performances des secteurs de production.

L'eau occupe une place vitale dans la satisfaction de nos besoins, dans la préservation de notre environnement et dans le développement de nos pays. La coopération autour de l'eau contribue à la coexistence pacifique et à la préservation de relations cordiales entre pays partageant des bassins fluviaux transfrontaliers.

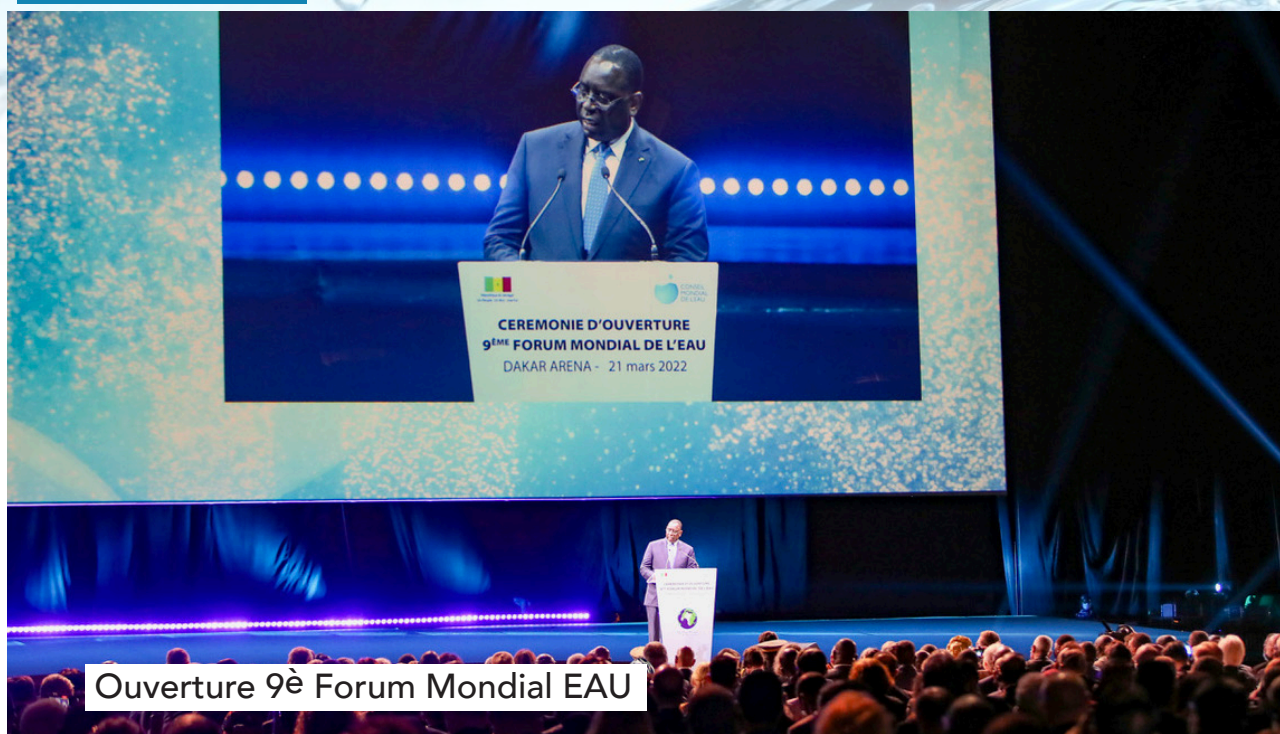
De plus, les effets combinés du changement climatique et de l'accroissement de la population entraînant la raréfaction de l'eau, il s'avère nécessaire d'aborder la problématique de l'eau sous l'angle de la promotion de la paix.

L'évènement de 2022 est aussi en cohérence avec le Plan Sénégal Emergent (PSE) visant la transformation structurelle de l'économie, la promotion du capital humain y compris la réduction des inégalités par l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement.

Porte de l'Afrique sur l'océan Atlantique, Dakar, qui servira de site au Forum, est une ville-carrefour cosmopolite, ouverte aux horizons divers et habituée à recevoir des évènements mondiaux.

Dakar 2022 s'inscrit donc dans cette longue tradition d'accueil, en attendant les Jeux Olympiques de la Jeunesse de 2026.

Ensemble, mobilisons-nous dans l'esprit de la Téranga pour la réussite du 9ème Forum mondial de l'eau !



Ouverture 9è Forum Mondial EAU

Macky SALL sort les « impuretés » de l'Eau

A l'ouverture du 9ème forum Mondial de l'Eau, une belle occasion a été saisie par le Président Macky SALL pour insister sur l'urgence d'une gestion concertée de la ressource non sans évoquer les efforts du Sénégal pour l'accès Universel. Devant un parterre d'invités venus des quatre coins du monde, un sombre tableau est peint de la situation mondiale des ressources hydriques.

Le 9ème Forum de Dakar est une tribune où la voix de Macky SALL a retenti fort. Au milieu d'un Stadium, Dakar Arena archicomble, le Chef de l'Etat Sénégalais n'est pas allé du dos de la cuillère pour révéler les sombres statistiques sur l'Eau. Une manière d'apporter





des réponses à la raréfaction des ressources hydriques. De l'avis de Macky SALL, « Si l'on en juge par le rapport des Nations Unies sur l'Eau publié en mars 2021, la situation n'est pas rassurante :

Deux personnes sur cinq vivent dans des régions où l'eau est rare. Les femmes et les filles passent plus de deux cent millions d'heures par jour à chercher de l'eau. 2 milliards 100 millions de personnes sont contraintes de consommer de l'eau polluée. 80% pour cent des eaux sont rejetés dans la nature mettant sans aucun traitement en péril la santé et la vie de 4,5 milliards d'individus. 90% des 1000 catastrophes naturelles dévastatrices depuis 1990 sont liées à l'eau »

Le Sénégal a accentué ses efforts ces dernières années pour essayer d'inverser la tendance avec, dira Macky SALL « la réalisation de près de 2100 forages et plus de 670 châteaux d'eau. La mise en service d'une 3ème usine de traitement d'eau d'une capacité de 200 mille m3/jour. LA construction en cours d'une première unité de dessalement de l'Eau de mer ici à Dakar. La densification des réseaux de distribution et de de transport d'eau et l'intensification des travaux d'assainissement » .



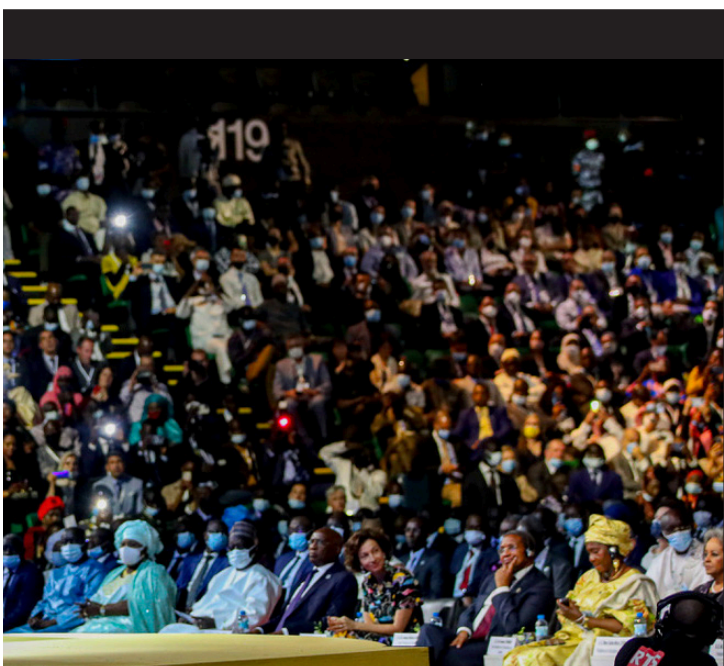
Pour apaiser les tensions liées à l'eau, le chef de l'Etat Sénégalais estime qu'il faut appuyer sur trois leviers :

- Encourager davantage la gestion concertée des bassins transfrontaliers pour prévenir les risques de conflits
- Poursuivre la mise en place des systèmes de régulation efficace et socialement équitable parce que l'eau ne peut être considérée comme un simple bien économique dont l'exploitation est soumise à la seule loi du marché
- Promouvoir davantage l'économie circulaire par l'assainissement par le traitement et le recyclage des eaux usées afin de réduire l'impact environnemental et sanitaire et stimuler en même temps la création de nouvelles activités génératrices de revenus.

MBène Samb MBAYE

Plaidoyer des Chefs d'État et des leaders du Monde pour l'eau

Aux côtés du Président Macky SALL plusieurs chefs d'État ont répondu à l'appel de l'Eau à Dakar. De Denis Sassou Nguesso du Congo en passant par la Présidente de la République Fédérale d'Éthiopie, Sahle-Work ZEWDE, de Umaro Sissoco EMABALLO, Président de la Guinée Bissau, de Mohamed Ould El-Ghazouani, Président de la Mauritanie, ainsi que des Présidents d'institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Conseil Mondial de l'Eau. Ils sont unanimes quant à la



préservation de l'Eau, son impact, ses enjeux géostratégiques pour accroître la production et répondre aux besoins des populations.



Denis Sassou NGESSO

Président du Congo

« Ce Forum est aussi le lieu de rappeler le lien direct qui existe entre l'accès à l'eau et l'aggravation des zones de tension sur notre continent. Ce lien entre les pénuries hydriques dues au réchauffement climatiques et l'insécurité, voire le développement du terrorisme a été maintes fois soulignés »

Sahle-Work ZEWDE



Présidente de la République Fédérale d'Éthiopie :

La présence des chefs d'État de Gouvernement à ce Forum démontre l'engagement politique des pays car en fin de compte la priorité est avant tout de faire avancer l'agenda politique

mondiale. Je ne doute pas que nos délibérations ici soient à la hauteur des attentes et de l'importance qui est attaché.

Mohamed Ould El Ghazaouani



Président de la République Islamique de Mauritanie

Dans une dizaine d'années, s'il n'y a pas de changement significatif dans notre approche de la problématique de l'Eau nous aurons, rien qu'en Afrique, des centaines de millions de personnes qui n'auront pas un accès satisfaisant à l'eau potable et à l'assainissement



Umaro Sissoco EMBALLO

Président de la Guinée

« Sans eau la vie sur terre ne serait pas possible. Une eau en abondance est une source de prospérité. Là où l'eau manque l'insécurité et les histoires s'installent »

David MALPASS

Président de la Banque Mondiale

Il nous faudra travailler sur les tarifs de l'eau et mettre en place des mesures politiques et augmenter les investissements publics et privés avec la participation des citoyens



Loïc FAUCHON

Président du Conseil Mondial de l'Eau :

- « Pour l'annulation de la dette de l'Eau et investir dans les infrastructures »

Situation inacceptable, l'angoisse de centaines de millions de femmes et d'enfants qui, chaque matin sont en quête d'une eau lointaine du forage avec au bout du chemin, quelques litres seulement. La question vient d'elle-même, faut-il tourner la tête et regarder ailleurs, évidemment non. Faut-il accepter cela et se résigner, évidemment non. D'abord la dette sur ce point, nous continuons à demander l'annulation de la dette de l'eau pour les États et les collectivités les plus pauvres

mais avec une exigence, de réinvestissement immédiat, d'un même montant dans la construction d'infrastructures de l'Eau et assainissement autant que dans la maintenance et la formation des femmes et des hommes.

Synthèses de Serigne Mbacké SECK



L'OMVS remporte le Prix Hassan II de l'Eau



Le Jury du Prix Hassan II de l'Eau a choisi l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal(OMVS) pour lui décerner ce prestigieux prix. Une manière de sanctionner les efforts consentis par cette organisation qui regroupe quatre pays, Le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée Conakry. Selon le Haut-Commissaire de l'OMVS qui recevait ce prix, il l'a dédié au Président Macky SALL. Docteur Hamed SEMEGA de s'adresser à Macky SALL, en ces termes, « Monsieur le Président, le prix est à vous, vous le chantre de l'hydro-diplomatie, vous en avez parlé, vous qui avez porté les questions de l'Eau au cœur des débats ; pour que l'eau ne soit pas assez oubliée des questions climatiques ». Le prix est doté d'une enveloppe de 500.000 dollars US soit environ plus de 280 millions de francs CFA. Après ce prix, l'OMVS a tous les arguments pour aspirer au prix Nobel de la Paix, dont elle est nommée.

Mbène Samb MBAYE



Le Forum Mondial de l'Eau qui se tient dans sa 9^{ème} fois au Sénégal est le deuxième tenu en Afrique après le Maroc c'était en 1997. Ensuite beaucoup d'Eau a coulé sous les ponts en passant par les Pays-Bas, le Japon, le Mexique, la Turquie, la France, la Corée du Sud et le Brésil avant d'atterrir au Sénégal. Dakar 2022 se tient dans un contexte de dérèglement du calendrier mondial à cause de la pandémie de Covid-19, et du 21 au 26 mars 2022, le monde de l'eau s'est donné rendez-vous dans la nouvelle ville de Diamniadio pour un Forum tant attendu. Un Forum qui évolue au fil du temps et de l'espace.

MARRAKECH 1997

Le 1er Forum mondial de l'eau, organisé à Marrakech, au Maroc, en 1997, a permis de mettre en évidence l'ampleur de la crise mondiale de l'eau. La déclaration de Marrakech a donné au CME le mandat de développer une "Vision mondiale de l'eau" (Vision à long terme pour l'eau, la vie et l'environnement au 21^e siècle), en tant que première étape vers la résolution de cette crise. Après un travail

approfondi, la "Vision" a été publiée en 2000 et présentée au 2^e Forum mondial de l'eau.

LA HAYE 2000

En 2000, le 2^e Forum mondial de l'eau à La Haye, aux Pays-Bas, a suscité un important débat sur la "Vision de l'eau pour l'avenir" et le cadre d'action qui lui est associé. Il a pro-



posé la création d'une équipe de surveillance chargée d'étudier les efforts déployés par la communauté mondiale de l'eau pour traduire la Vision en actions et de faire rapport au 3e Forum sur les progrès en cours. En conséquence, le rapport "Actions mondiales pour l'eau", un inventaire et une analyse de 3000 actions sur le terrain, a été publié en 2003. Il a démontré les efforts considérables déployés par les populations du monde entier pour résoudre de nombreux problèmes critiques liés à l'eau. Pour la première fois, une réunion ministérielle a été organisée, qui a permis d'identifier les problèmes les plus importants à traiter.

KYOTO 2003

En mars 2003, le 3e Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Kyoto, Shiga et Osaka, au Japon, a clairement affiché sa détermination à impliquer tous les acteurs, par exemple par

la création d'un "Forum virtuel de l'eau" et le rassemblement de milliers de témoignages par l'intermédiaire des "Voix de l'eau". Dans le prolongement du 2e Forum, le Conseil a présenté son rapport "Actions mondiales pour l'eau". En réunissant plus de 24 000 participants, le 3e Forum mondial de l'eau a été le plus grand événement lié à l'eau jamais organisé. Cent trente ministres ont participé à la conférence ministérielle. Un portefeuille ad hoc d'actions dans le domaine de l'eau, comprenant plusieurs centaines d'engagements locaux ou régionaux, a été constitué et publié ultérieurement sur un site web dédié. Chaque organisateur de session du Forum a élaboré une liste d'actions concrètes à mettre en œuvre dans un avenir proche.

MEXICO 2006

Lors du 4e Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Mexico en 2006, près de 20 000 per-

sonnes du monde entier ont participé à 206 sessions de travail, au cours desquelles un total de 1600 actions locales ont été présentées. Parmi les participants figuraient des représentants officiels et des délégués de 140 pays, dont 120 maires et 150 législateurs, et 78 ministres. Près de 1400 journalistes étaient présents. Parmi les résultats notables, on peut citer:


- La création du Forum de l'eau Asie-Pacifique ;
- Le lancement du Réseau d'intégrité de l'eau ;
- La publication de :
 - Le droit à l'eau - du concept à la mise en œuvre ;
 - Groupe de travail sur le financement de l'eau pour tous - Rapport 1. Améliorer l'accès au financement pour les gouvernements locaux - Financer l'eau pour l'agriculture ;
 - L'évaluation du coût de la cible 10 des OMD sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement : Analyse comparative, obstacles et recommandations ;
- Aide publique au développement pour

l'eau de 1990 à 2004 - Chiffres et tendances.

ISTANBUL 2009

Plus de 30 000 participants de 182 pays ont pris part au 5e Forum mondial de l'eau, du 16 au 22 mars 2009 à Istanbul, en Turquie. Plus de 400 organisations ont préparé ensemble plus de 100 sessions organisées selon 6 thèmes, 7 rapports régionaux et 5 panels de haut niveau. Pour la première fois dans l'histoire du Forum mondial de l'eau, une réunion des chefs d'État a été organisée. En outre, la déclaration ministérielle et le Guide de l'eau ont été élaborés grâce à une série de quatre réunions préparatoires de fonctionnaires, auxquelles ont participé les coordinateurs thématiques et régionaux et les représentants des grands groupes. D'autres échanges avec les représentants des parties prenantes ont été organisés dans le cadre de tables rondes ministérielles à l'occasion du 5e Forum mondial de l'eau. Les autorités locales et régionales présentes ont produit le Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC), un nouveau pacte pour les autorités locales et régionales désireuses de s'engager à adapter leurs infrastructures et services d'eau aux nouveaux défis auxquels elles sont confrontées. C'est également la première fois





que plus de 250 parlementaires du monde entier ont commencé à s'attaquer ensemble aux problèmes de l'eau.

MARSEILLE 2012

Pendant une semaine à Marseille, en France, du 12 au 17 mars 2012, le 6e Forum mondial de l'eau a réuni des acteurs du monde entier pour le Temps des solutions. Des participants représentant plus de 173 pays ont assisté à cet événement international triennal, pour lequel près de 35 000 inscriptions ont été enregistrées, dont 15 chefs d'État ou de gouvernement et 112 ministres, vice-ministres et secrétaires d'État. Plus de 250 sessions ont eu lieu en présence de certains des décideurs les plus influents du monde dans le domaine de l'eau. Le 6e Forum mondial de l'eau a également proposé le Village des solutions et la Plate-forme des solutions, rassemblant les solutions existantes aux défis de l'eau et de l'assainissement, qui peuvent être transposées à plus grande échelle et reproduites ailleurs. Un nouveau processus a été lancé pour mettre en exergue les actions de terrain et de citoyenneté. Enfin, un excédent de recettes inattendu a été engagé pour soutenir un nombre limité de projets sur le terrain à la suite du 6e Forum mondial de l'eau.

DAEGU-GYEONGBUK 2015

Le 7e Forum mondial de l'eau à Daegu & Gyeongbuk, Corée du Sud, a eu lieu à un tournant, à l'aube d'une nouvelle série d'objectifs mondiaux pour le développement durable. Il a marqué l'émergence d'un nouveau paradigme en catalysant un changement positif pour un monde où l'eau est sûre. Il a établi un nouveau record de participation au processus ministériel. Il a facilité la conclusion d'un certain nombre d'accords politiques qui ont marqué une avancée dans la coopération internationale sur l'eau, comme celui signé entre le Japon, la Corée et la Chine. En outre, un consortium de 19 organisations interna-

tionales liées à l'eau est devenu le champion de l'engagement de mise en œuvre de Daegu & Gyeongbuk (DGCI), qui a cherché à réunir les principaux objectifs d'action dans chacun des 16 domaines thématiques du Forum dans l'intention de soutenir et de suivre les progrès dans ces domaines au cours des trois années suivantes. Ces mécanismes ont servi à guider l'action collective et à suivre les progrès dans l'espace public. Lors du 8e Forum, 61 % des principaux domaines thématiques ont été réalisés et 36 % d'entre eux l'ont été à plus de la moitié.

BRASILIA 2018

Le 8ème Forum à Brasilia du 18 au 23 mars 2018

Tenu dans la ville de Brasilia, au Brésil, du 18 au 23 mars 2018, le 8e Forum mondial de l'eau a marqué la plus grande édition de l'histoire de l'événement, organisé pour la première fois dans l'hémisphère sud. Le Village des citoyens a notamment été visité par plus de 100 000 personnes, dont plus de 57 000 jeunes et enfants. Par ailleurs, pour la première fois, 83 juges et procureurs ont participé à des discussions sur l'eau et le processus judiciaire, notamment des débats sur les droits des rivières en tant que personnes morales ou sur les crises liées au changement climatique. Un processus et une déclaration de durabilité ont été créés pour le 8e Forum mondial de l'eau, en plus d'une journée de travail dédiée.

DAKAR 2022

Nous y voilà !... Et c'est du 21 au 26 Mars 2022. Dans la nouvelle Ville de Diamniadio. Le Sénégal a consenti d'énormes efforts pour la réussite. Autour du thème : La Sécurité de l'Eau pour la paix et le Développement »




Géopolitique de l'Eau

L'eau source de vie, source de richesse, source de tension, source de paix ! Sans eau pas de vie possible sur terre. Les états ayant tous une claire conscience de ces enjeux à la fois sociaux, géostratégiques voire géopolitiques essayent de consentir des efforts colossaux pour que la ressource soit non seulement disponible mais qu'elle soit aussi accessible. Le 9ème Forum Mondial de l'Eau à Dakar, sera une occasion de confronter les idées sur les questions pertinentes autour de la géopolitique de l'Eau.



L'eau, mal répartie sur la planète, est également amplement gaspillée et polluée par l'usage économique qu'il en est fait. Les dirigeants mondiaux reconnaissent qu'une gestion de l'eau à l'échelle de la planète est nécessaire pour que cette ressource soit partagée et distribuée à l'ensemble de la population. La ressource en eau est souvent comparée au pétrole dont la pénurie conduirait à une « crise de l'eau » imminente, permanente, locale et globale. De ce constat alarmiste aux guerres de l'eau prédites par certains, il n'y a qu'un pas. Pourtant, la place de l'eau dans les

conflits est débattue. Si elle les aggrave, elle en est rarement la cause première, et peut même être un bon terrain de coopération lorsque l'on veut faire la paix. Plus qu'une « crise de l'eau » liée à une pénurie naturelle, la géopolitique de l'eau est gouvernée par des politiques de l'eau déficientes, et par la difficulté à garantir la sécurité hydrique, le tout aggravé par le réchauffement climatique. Mais des solutions pour une « nouvelle culture de l'eau » existent, encore faut-il réussir à les mettre en place.



Au travers de cette analyse trois grands défis se posent pour la gestion de l'eau au XXI^e siècle : préserver l'écosystème, fournir à tous une eau potable et procurer suffisamment d'eau pour l'agriculture. Car sa place centrale dans la satisfaction de besoins humains fondamentaux fait de l'eau, au même titre que le climat, un enjeu global.

Pourquoi l'eau est devenue une ressource menacée

Alors que les ressources sont abondantes sur Terre, l'eau est devenue un or bleu, à la fois menacé et inégalement réparti. Mauvaise anticipation des sécheresses, surconsommation, pollutions agricoles et urbaines... tous ces facteurs, humains plus que naturels, expliquent que l'eau soit aujourd'hui devenue une ressource précieuse.

Le Siècle de l'or bleu

Longtemps obsédés par l'or noir, indispensable au développement économique, les Etats, se préoccupent de plus en plus de l'or bleu, en ce XXI^e siècle, l'eau douce, essentielle à la vie et à l'agriculture. Quels sont les enjeux autour de l'eau ? Va-t-elle donner naissance à de nouveaux

conflits ? Jusque-là il est rare voire quasi inexistant de voir un conflit engendré par l'Eau. Les Etats se partagent les ressources et installent des barrages hydro-électriques, améliorent les flux de navigation et développent leur agriculture afin d'améliorer l'alimentation vitale pour la vie sur terre. Alors à y voir de très près, l'eau douce, essentielle à la vie, devient un enjeu planétaire majeur au moment où se conjuguent les changements climatiques avec l'accélération démographique et une urbanisation sans précédent. Près d'un quart de l'humanité vit aujourd'hui dans des pays qui manquent d'eau. Enjeu social, enjeu économique, l'accès à l'eau est depuis toujours un enjeu de souveraineté et les risques géopolitiques abondent. La Chine contrôle les grands fleuves, l'Egypte et l'Ethiopie se disputent le Nil, l'Inde et le Pakistan se partagent difficilement plusieurs rivières, la Turquie détient la clé de l'Euphrate. Quels outils de prévention face aux risques géopolitiques et environnementaux ? Comment parer à la fois aux besoins de l'agriculture nourricière, à la protection des réserves souterraines et aux recyclages des eaux usées ? Autant de questions pertinentes les unes les autres que le monde se pose et continuent de se poser et qui tournent autour de l'eau. De la stabilité de l'eau dépend en grande partie la stabilité du monde.



Dakar, le Forum de la Rupture

L'objectif du Sénégal et du Conseil mondial de l'eau est d'organiser un Forum plus efficace aux plans social, politique, économique, un Forum catalyseur de l'action pour les engagements sur l'eau et l'assainissement, un Forum connecté, en lien avec les agendas, plateformes et engagements relativement aux ODD, l'accord de Sendai sur les risques et catastrophes naturels, l'accord de Paris sur le climat, l'agenda 2063 de l'Afrique, etc.), et un Forum contextualisé, global et de proximité, ancré sur les principaux défis de l'eau de l'Afrique et du monde entier.

Il est important de souligner que les éditions précédentes du Forum mondial de l'eau comprenaient trois processus majeurs : thématique, politique et régional. Le 9ème Forum mondial de l'eau de Dakar va marquer une rupture avec l'organisation institutionnelle des Forums passés. Il est centré sur une préparation intégrée fondée sur des échanges de qualité, multi-acteurs autour d'un nombre limité de priorités intégrant les outils antérieurs des processus : thématique, politique, régional, citoyen.

Le Forum « Dakar 2021 » va ainsi mettre l'accent sur quatre priorités à savoir :

1. la sécurité de l'eau et de l'assainissement
2. la coopération
3. l'eau pour le développement rural
4. les outils et moyens

Le processus sera animé par des groupes de travail spécialisés structurés autour des 4 priorités. Chaque groupe de travail sera piloté par le Sénégal et le Conseil mondial de l'eau, et soutenu par des partenaires stratégiques (gouvernements, organisations intergouvernementales, bilatérales et multilatérales, institutions financières et organisations non gouvernementales). Les partenaires stratégiques devraient jouer un rôle de premier plan depuis le processus préparatoire jusqu'à l'organisation du Forum.

Initiative « Dakar 2021 »

Une des caractéristiques innovantes du 9ème Forum mondial de l'Eau porte sur la mise en œuvre des réponses aux attentes des populations. Il s'agit essentiellement de l'initiative « Dakar 2021 », un dispositif de labellisation de projets, générateur d'engagements et d'actions pour accélérer les progrès, en particulier pour la réalisation des ODD. L'Initiative « Dakar 2021 » sera suivie par un groupe spécifique, qui fera le point sur les avancées accomplies dans la dynamique du 9e Forum.

Sommet des Chefs d'Etat

Au-delà des travaux des groupes, il est prévu, un Sommet des Chefs d'Etats et des grandes institutions internationales pour faire avancer l'agenda politique international à mi-parcours de l'agenda 2030 quant à la mise en œuvre des cibles relatives à l'eau et à l'assainissement des objectifs de développement durable. L'approche préconisée vise à faire de « Dakar 2021 » un forum des réponses, de démonstration de résultats, un forum politique avec l'implication de chefs d'Etat et de Gouvernements.





MAILLAGE DU TERRITOIRE EN OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Le Sénégal sous le régime de la décentralisation des services

La décentralisation des services d'assainissement n'est pas une incantation au Sénégal. Depuis 2012, les acteurs du sous-secteur s'accordent à reconnaître que les pouvoirs publics n'ont jamais autant investi pour améliorer les indicateurs. De façon concrète, cette volonté politique affichée et affirmée se matérialise par la décentralisation des services dans le Sénégal des profondeurs. Pour la première fois, des villes comme Matam, Tambacounda, seront dotées d'infrastructures d'assainissement dans le cadre du Projet des Dix Villes. L'accès sera également renforcé, dans d'autres villes comme Kaolack, Touba, Tivaouane, Saint-Louis, Fatick, Pikine, Dakar, Rufisque. Le Président de la République avait relevé l'importance de ce projet lorsqu'il déclarait : « Le projet des dix villes est une réponse concrète et efficace aux besoins exprimés par les populations qui veulent vivre dans des villes offrant des services de qualité ». C'était le 5 mars 2017, le jour de son lancement à Louga.

2.909.900 de personnes impactées

En tout plus de 2.909.900 personnes seront impactées avec la construction des centaines de kilomètres de réseau et de dizaines de stations de pompage et de 503 édicules publics... Le coût total de ces ouvrages était estimé à 70 milliards de francs Cfa dont 54 milliards de francs Cfa étaient mobilisés par la Banque ouest africaine de développement (Boad). Le taux d'accès va sans doute bondir dans les mois à venir. D'autant plus, après la réception des infrastructures à Louga, la mise en service des ouvrages à Fatick, à Joal-Fadiouth, l'ONAS va réception d'autres ouvrages en 2022. Déjà le taux global d'exécution avoisine 90 %. « Nous avons eu à dérouler plusieurs projets. Nous pouvons citer, le projet d'assainissement des 10 villes. Le taux global d'exécution tournerait autour de 90 %. A Louga, nous avons ré-



ceptionné les ouvrages. Dans les villes de Pikine, Tambacounda et Matam, nous allons prochainement procéder à l'inauguration des infrastructures », a laissé entendre le Directeur Général de l'ONAS, Dr Ababakar MBAYE, dans un entretien accordé au journal « Le Soleil ».

L'équité, une réalité

Outre le Projet des Dix villes, la construction des infrastructures dans des villes comme Sédhiou n'est pas un fait ordinaire. Depuis les indépendances jusqu'en 2014, Sédhiou était sans infrastructure de drainage des eaux. Aujourd'hui, les ouvrages évacuent les eaux pluviales et emportent du coup la psychose des inondations. Hormis Sédhiou, les villes de Ziguinchor et de Joal-Fadiouth font partie des villes assainies. A Ziguinchor, les impacts des inondations se sont atténués grâce aux ouvrages. Alors qu'à Joal-Fadiouth, grâce à un financement de l'Etat du Sénégal et de la Banque mondiale qui s'élève à environ 8 milliards de francs Cfa, l'évacuation des eaux

usées n'est plus un casse-tête dans cette ville entourée par ceinturée par l'eau. Les investissements ont servi à la construction de 4 stations de pompage des eaux usées, une station de traitement de boue de vidange d'une capacité de 60 m³/J, 8 édicules publics et 321 ouvrages autonomes, une piste d'accès, un bassin de stockage d'une capacité de 2000 m³/J ont été construits. A cela s'ajoute un réseau d'adduction d'eaux usées épurées pour l'irrigation des périmètres maraîchers.

Le réseau d'assainissement mesure 41.202 mètres de linéaire et comprend 2.800 branchements domiciliaires et quatre stations de pompage. En somme plus de 36.000 personnes vivent désormais dans des quartiers assainis à Joal-Fadiouth.

La liste des villes assainies va s'élargir. Elle va s'allonger dans les mois à venir avec la réception de nouvelles infrastructures. La restauration du principe d'équité en matière d'accès aux services d'assainissement est une réalité.



ZONES PERI-URBAINES ET RURALES 100.000 toilettes pour des milliers de Sénégalais

L'ONAS a adopté une approche holistique dans sa marche vers l'atteinte des Odd, volet assainissement. C'est ce qui justifie la dimension forte accordée à l'accès sécurisé aux toilettes décentes. Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement, à travers l'Onas a lancé un programme de grande envergure pour couvrir les besoins en milieu péri-urbain et dans des zones rurales. C'est dans le village de Khondiogne situé à 5 Km de Ndiosmone, dans la commune de Tataguine

(département de Fatick) que le projet a été lancé. C'était le 3 mai 2019. Il était prévu de réaliser en tout 100.000 toilettes. C'est donc dire que ce sont des milliers de Sénégalais supplémentaires qui ont droit aux toilettes et à la préservation de leur dignité. « De façon spécifique dans le cadre du Projet Eau et Assainissement en milieu rural (PEAMIR), nous avons construit 4.700 ouvrages », informe Aliou Niang, point focal du Projet des 100.000 toilettes.

RENOUVELLEMENT DE LA CERTIFICATION ISO 9001 VERSION 2015 L'ONAS plus que jamais ancré dans la démarche qualité

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a renouvelé sa certification ISO 9001 version 2015. Celle-ci reste valide jusqu'en 2024. Selon le document du Département Environnement et Qualité, le certificat ISO 9001 : 2015 de l'ONAS s'applique sur les activités telles que la réalisation d'ouvrages d'assainissement, les travaux de raccordement au réseau, la collecte et traitement des eaux usées. « Ce résultat

confirme la maîtrise par l'ONAS des processus de réalisation d'ouvrages d'assainissement, de travaux de raccordement et de collecte et traitement des eaux usées. La reconnaissance de la conformité du système mis en place démontre la capacité de l'ONAS à satisfaire durablement ses usagers et montre l'efficacité de sa contribution dans la réalisation des objectifs du Plan Sénégal Émergent (PSE) », précise une note de ce département.



Le Président Macky SALL et Loïc FAUCHON réaffirment ensemble l'importance politique du Forum Mondial de l'Eau



Loïc Fauchon, Président du Conseil Mondial de l'Eau et S.E Macky Sall, Président de la République du Sénégal, se sont rencontrés à Paris ces derniers jours.


A cette occasion, le Président Macky Sall et Loïc Fauchon ont ensemble réaffirmé que le prochain Forum Mondial de l'Eau, qui se tenir à Dakar en mars 2021. Pour les eux hommes le Forum de Dakar « est une opportunité politique majeure pour apporter des réponses concrètes en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations les plus démunies, en Afrique et dans le monde ». Une conviction que les deux hommes ont partagé lors de cette rencontre de Paris.

Pour tenir compte du calendrier international et des exigences sanitaires, la République du Sénégal

et le Conseil Mondial de l'Eau, co-organisateurs de l'évènement, avaient convenu ensemble, dans les semaines suivantes, des ajustements nécessaires du calendrier préparatoire de ce Forum

Loïc FAUCHON, une Vie consacrée à l'Eau

Il est le Président du Conseil Mondial de l'Eau. Celui par qui l'idée de ce forum Mondial est venue. Depuis 1997, l'engagement est sans relâche, tel un



sacerdoce «la responsabilité de sécuriser l'eau partout et pour tous. L'eau est l'élément le plus précieux et le plus essentiel de la nature, et pourtant le plus fragile. Notre planète est pleine d'eau et pourtant beaucoup de ses habitants ont soif. Cela est particulièrement vrai en Afrique. Un continent riche en ressources et surtout en compétences, en passion et en énergie pour les enfants, les femmes et les hommes qui y vivent, mais qui souffrent de la pénurie d'eau ».

Le Plaidoyer pour l'Eau de Loïc FAUCHON retentit partout dans le monde en ce sens que « L'eau nous entoure, l'eau nous stimule, l'eau nous rassemble. Malgré nos efforts constants, la demande en eau augmente plus rapidement que l'offre. Il est temps d'être responsable et d'agir pour assurer l'eau pour aujourd'hui et pour demain. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous d'assurer l'eau pour un développement équitable, de satisfaire les besoins essentiels de milliards d'enfants, de femmes et d'hommes pour qui nous devons garantir nourriture, santé, éducation et énergie, afin qu'ils puissent enfin se sortir de la pauvreté et vivre dans la dignité ».

Au cours des dernières décennies, l'eau et l'assainissement ont fait l'objet d'une attention accrue dans l'agenda politique international. Le Conseil mondial de l'eau, notamment à travers l'organisation des forums mondiaux de l'eau, a fortement contribué à faire de l'eau une priorité politique mondiale. Il est maintenant temps de traduire nos mots en réponses tangibles et concrètes.

Parcours de Loïc FAUCHON

Né à Villequier, Loïc Fauchon vit depuis plus de cinquante ans dans le Sud de la France. Diplômé en 1970 de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, il prépare ensuite un Doctorat d'économie et de droit du tourisme. Il a d'abord accompli un parcours éclectique au sein de la fonction publique. Un parcours qui l'a emmené du Syndicat du Verdon au Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis au Conseil général des Bouches-du-Rhône et au Secrétariat général de la ville de Marseille, en passant par le poste de Directeur de cabinet du maire de la Cité phocéenne. Ce goût pour le service du public, il l'affirmera aussi en devenant, en 1989 et jusqu'en 1997, maire de Trets, une commune des Bouches-du-Rhône. Directeur général de la Société des Eaux de Marseille (Sem), en 1991, il en devient PDG, en 1997, prenant ainsi la tête d'un groupe de 17 sociétés et de 1900 salariés. L'eau, il en connaît d'autant mieux l'importance vitale qu'il mène de nombreuses mis-

sions à travers le monde – et, notamment, en Afrique sub-saharienne – dans le cadre de «TransSahara», une association humanitaire qu'il a fondée en 1977 pour venir au secours des populations en situation d'urgence. Cette dimension humanitaire, il la développera encore en créant, au sein de la Sem, une structure baptisée « Waterhelp », intervenant aussi bien en situation de crise que pour des actions de développement. Cette vocation au service de la «cause de l'eau», Loïc Fauchon l'a également illustrée, à l'échelle internationale, à travers les actions du Conseil Mondial de l'Eau, qu'il a présidé pendant près de dix années (2005-2012) et dont il est aujourd'hui Président honoraire. Il assume également de nombreuses responsabilités dans le domaine de l'eau et l'environnement et conseille diverses organisations internationales et gouvernements pour l'élaboration des politiques de l'eau. Il est président de la Société des Eaux du Maroc et administrateur de diverses organisations comme l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, la Société des Eaux du Niger, ou encore l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence. Il est également membre du Panel de haut niveau des Nations Unies sur les désastres liés à l'eau. Il est depuis octobre 2014, Président Directeur Général de la SAFIM. Chevalier de la Légion d'Honneur en 2003. Marié et père de trois enfants, il est né le 20 juin 1948.

Le Choix de Dakar

C'est le défi à relever par le Sénégal et le Conseil mondial de l'eau en organisant le 9ème Forum mondial de l'eau en 2021, pour la première fois en Afrique subsaharienne.

La raison d'être du Forum mondial de l'eau est de rassembler des acteurs politiques clés, des chefs d'entreprise, des ONG, des donateurs et des organisations internationales. Ils rassemblent leurs expériences et leur savoir-faire pour contribuer davantage à l'accès à l'eau et à l'assainissement et en faciliter l'accès.

C'est un honneur d'associer le Conseil mondial de l'eau aux compétences de l'Afrique, du Sénégal et de Dakar afin de permettre à des milliards d'enfants, femmes et hommes, d'accéder à une ressource essentielle à la vie.

Rejoignez-nous dans cet effort pour améliorer la qualité de vie des personnes dans le monde entier. C'est notre responsabilité. La responsabilité de sécuriser l'eau partout et pour tous.

Synthèse de Seynabou NDAO

L'ALERTE DE 2015 SUR L'EAU TOUJOURS
D'ACTUALITÉ EN 2022 PAR LOÏC FAUCHON

« Le Temps de l'Eau et de l'énergie Facile est révolu »

3 à 4 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une eau saine et 1,4 milliard de personnes vivent toujours sans électricité. Quel lien entre ces deux ressources ? Quelles approches pour améliorer l'accès de la population à ces deux ressources ? Quelle prise en compte de ces deux enjeux dans l'agenda post 2015 ? Loïc Fauchon, président honoraire du Conseil Mondial de l'Eau, vous fait part de son analyse et ses recommandations.




Pourquoi l'accès universel à l'eau et à l'énergie est-il un enjeu clé de l'agenda post 2015 ?

L'eau et l'énergie sont aujourd'hui deux ressources interdépendantes. L'eau est nécessaire à la production d'énergie, tout comme l'énergie est nécessaire à l'eau. L'une comme l'autre sont indispensables au développement humain, économique, et social, et ce sont les

mêmes pauvres qui sont privés d'accès à l'eau potable et à l'électricité.

L'eau et l'énergie font également l'objet d'une demande croissante. Parce que la population planétaire continuera à augmenter, et avec elle la production de biens agricoles et industriels. Parce que l'accroissement des pollutions et l'évolution du climat vont créer des pénuries et des tensions grandissantes.



Ce n'est donc plus seulement le « temps de l'eau facile qui est révolu », mais aussi celui de l'énergie. Deux directions d'action sont possibles : agir sur l'offre, influencer sur la demande. Il ne faut d'ailleurs pas tomber dans le piège qui consiste à les opposer, car les deux approches sont complémentaires. Depuis un siècle, les gouvernements, les autorités politiques et économiques s'emploient à accroître l'offre à travers de nouvelles infrastructures, des équipements plus nombreux, afin d'améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité pour toutes sortes d'usages. Parallèlement, une approche commune de régulation de la demande s'impose pour l'eau et l'énergie afin d'aboutir dans le futur à une utilisation plus économe et plus efficiente.

L'avenir de notre planète dépendra donc pour une bonne part de la manière dont nous déciderons d'utiliser, mais aussi de préserver ces deux ressources. Nous avons désormais l'obligation de ne plus segmenter les politiques mais de créer une synergie entre l'eau et l'énergie, en réfléchissant à l'élaboration de politiques parfois communes, mais toujours regardées avec ce qu'elles nécessitent de réciprocité.

C'est pourquoi la prise en compte de ces deux enjeux est essentielle pour l'agenda post 2015.

Pouvez-vous nous faire un peu de prospective ?

Si l'on se place dans la perspective des grandes décisions politiques de l'année 2015, avec l'adoption des Objectifs de Développement Durable, un accord de langage sur les concepts est indispensable.

Prenons garde, à promouvoir dans un certain nombre d'enceintes internationales l'idée d'un nexus « eau-alimentation-énergie », sans prendre la peine de s'interroger sur sa signification et ses limites.

Bien entendu, nous avons besoin d'eau et d'énergie pour produire la nourriture d'un nombre toujours plus important de citoyens de ce monde. Mais à quoi servirait d'abreuver les terres et de nourrir les femmes et les hommes si c'est pour les laisser mourir ensuite de maladies hydriques qui restent la première cause de mortalité dans le monde.

De surcroît, le « nexus » a une connotation très né-

gative. Son étymologie latine renvoie à la relation d'asservissement entre un créancier et son débiteur. Ce n'est pas ce que nous souhaitons promouvoir à l'échelle internationale.

L'eau et l'énergie doivent faire cause commune. Ce sont des pré-requis pour satisfaire les besoins essentiels nécessaires à une vie décente : à savoir l'alimentation, la santé, et l'éducation. C'est en ce sens que je parlerais plutôt d'une « penta-alliance ».

Avez-vous des recommandations ou des vœux à formuler pour les divers acteurs qui travaillent ou qui vont se mettre au travail dans les dix-huit mois à venir ?

Si nous prenons l'agenda dans l'ordre chronologique, il y a tout d'abord le 7ème Forum Mondial de l'Eau qui se déroulera en Corée l'an prochain. Ce Forum sera l'occasion de porter les engagements et les solutions issus du Forum de Marseille, notamment dans le domaine de l'eau et de l'énergie.

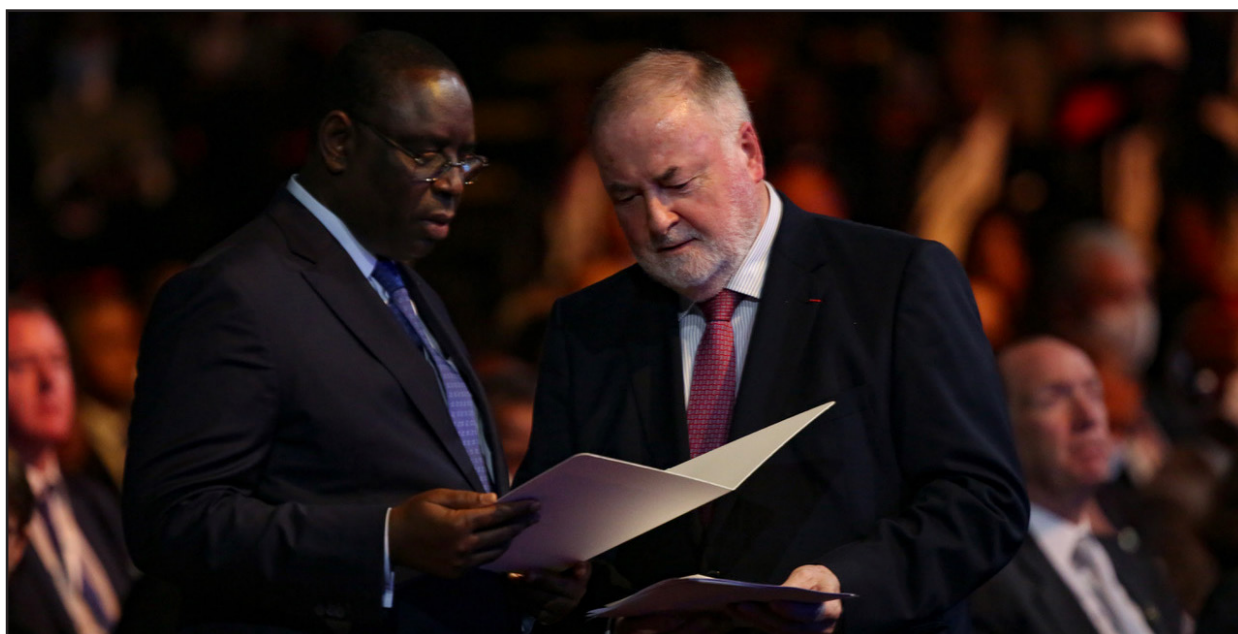
Par ailleurs, à l'heure où les discussions ont cours pour finaliser l'agenda Post 2015, nous devons nous battre pour obtenir la sanctuarisation définitive de l'eau et de l'énergie au sein des Objectifs de Développement Durable qui viendront prendre le relais des Objectifs du Millénaire pour le Développement. C'est un enjeu qui exige de la communauté de l'eau et de l'énergie une mobilisation sans relâche.

Enfin, la prise en compte des évolutions climatiques et l'avenir de l'énergie ne s'écriront pas sans celui de l'eau ni sans un partage des volontés puis des solutions au service d'actions communes « eau-énergie ». Le Conseil Mondial de l'Eau avait demandé avant Copenhague que l'on adjoigne l'eau au fameux paquet « énergie-climat ». Cela reste plus vrai que jamais dans la perspective de la COP 21 de Paris qui se tiendra l'an prochain. Pour nous, en charge de la communauté de l'eau, cela signifierait qu'un « Fonds » soit abondé de manière institutionnelle, notamment pour favoriser la production d'énergie spécialement dédiée à l'eau.

Habib Mimran (Source : Média du Développement Durable)

Le forum et ses grandes questions soulevées

Le Conseil mondial de l'eau catalyse l'action collective pendant et entre chaque Forum mondial de l'eau, le plus grand événement international sur l'eau. Organisé tous les trois ans en collaboration avec un pays hôte, le Forum offre une plate-forme unique où la communauté de l'eau et les décideurs clés peuvent collaborer et établir des plans d'action à long terme sur les défis de l'eau autour du monde.



Le Forum réunit des participants de tous les niveaux et domaines, y compris la politique, les institutions multilatérales, les milieux universitaires, la société civile et le secteur privé. Au fil des années, le nombre de personnes participant au Forum est passé de quelques centaines à des dizaines de milliers de représentants de la communauté internationale et des pays hôtes.

S'appuyant sur cette dynamique, le Conseil encourage toute la communauté internationale à

rejoindre les efforts du Forum et à renforcer la capacité du monde entier à répondre aux défis liés à l'eau de notre époque.

Le Forum mondial de l'eau est le principal événement international concernant les questions de l'eau, organisé tous les trois ans depuis 1997 par le Conseil mondial de l'eau, en partenariat avec le pays d'accueil. Il s'inscrit dans le processus de collaboration mondiale sur les problématiques liées à l'eau, en offrant aux politiques et aux décideurs concernés le

seul espace international de débat et de contributions d'experts.

Le Forum au fil des ans et des thèmes d'actualité

- Le Premier Forum mondial de l'eau a eu lieu à Marrakech, au Maroc en mars 1997
- Le Deuxième Forum mondial de l'eau a eu lieu à La Haye, aux Pays-Bas en mars 2000. Il réunit 5 700 participants dont 114 ministres et représentants de 130 pays et 500 journalistes.
- Le Troisième Forum mondial de l'eau a eu lieu dans trois villes japonaises : Kyōto, Ōsaka et Shiga, du 16 au 23 mars 2003.
- Le Quatrième Forum mondial de l'eau a eu lieu à Mexico, au Mexique, du 14 au 22 mars 2006. Il a réuni 12 000 participants, dont plus de 120 ministres chargés de l'hydraulique, autour du sujet «Des actions locales pour relever un défi global».
- Le Cinquième Forum mondial de l'eau

a eu lieu à Istanbul, en Turquie, du 16 au 22 mars 2009. Il a pour sujet «Bridging divides for Water», c'est-à-dire «établir des ponts entre les divisions pour l'eau».

- Le Sixième Forum mondial de l'eau a eu lieu à Marseille¹, en France, du 12 au 17 mars 2012^{2,3}. Le thème de cette édition est «le temps des solutions».
- Le Septième Forum mondial de l'eau a eu lieu à Daegu en Corée du Sud, du 12 au 17 avril 2015. Le thème est «l'Eau pour notre futur».
- Le Huitième Forum mondial de l'eau a eu lieu à Brasilia, au Brésil, du 18 au 23 mars 2018. Le thème est le «partage».
- Le Neuvième Forum mondial de l'eau aura lieu à Dakar (Sénégal) du 21 au 26 mars 2022. Le thème est « La sécurité de l'Eau pour la paix et le Développement »

Synthèse de Habib Mimran




Plus loin avec : Jany ARNAL Directrice Générale SEN'EAU

A quelques jours de l'Ouverture du forum Mondial de l'Eau à Dakar, normal que la Sen'eau fasse son bilan. Et c'est la Directrice Générale en personne qui est montée au créneau pour cette opération séduction et d'explication. Séduction parce que c'est un vendredi et elle est bien habillée en tenue traditionnelle. Pour elle ce n'est pas un hasard si Dakar est choisi pour abriter le Forum Mondial de l'Eau car les services, les investissements, la volonté politique tout est là pour faire un service d'excellence dans ce pays. Morceaux choisis de son face à face avec les acteurs.



Tout d'abord elle se rappelle, il y a trois ans, quand elle est arrivée au Sénégal. Elle a regardé ce qui s'est passé il y a dix ans. Comparaison faite. La population Sénégalaise a augmenté de 20%, ce qui n'est pas rien. Elle a aussi regardé comment a fonctionné l'évolution des investissements au Sénégal. Et en 10 ans, pour

elle « la capacité de production du Sénégal a augmenté de 50 %. Le nombre de canalisation et de branchement pour délivrer de l'eau aux habitants avaient aussi augmenté de 50 % ». Donc la première déduction c'est qu'il y a eu plus d'évolution de la production que n'a été la population. C'est le premier constat fait par



la nouvelle directrice Générale de la Sen'eau à l'époque. « Ce n'est pas rien de le dire parce qu'avec le changement climatique nous avons un vrai sujet de stress hydrique mais dans tous les pays du monde. Il y a un véritable questionnement sur cette situation. Partout, en Californie, en Espagne, du côté du Nil vous avez un vrai sujet de sécheresse qui a un impact, pas que sur l'être humain mais aussi sur l'agriculture, on est dans une période de sécheresse intense », constate Mme ARNAL. C'est le sombre tableau qui reflète l'ampleur de la tâche et une conscience claire de la tâche qui attendait Mme ARNAL. Mais l'autre face visible de l'iceberg c'est, confesse la Directrice de Sen'eau, « quand je suis arrivé, je me suis dit quel bonheur de voir tous ces milliards mis à la disposition des Sénégalais pour faire votre mieux. Alors ça veut pas dire que tout est parfait. La volonté et l'engagement sont là pour essayer d'amener plus d'eau au Sénégal ».

Comment s'est passé l'année 2021 ?

La Directrice Générale de la Sen'eau connaît l'eau du bout des doigts, elle en parle avec passion. Pour elle, « l'année 2021 a été l'année de l'accès à l'eau pour tous. Sans entrer dans les détails de KMS3 et comment on a fait entrer l'eau à Dakar. Parce qu'on fait un métier malheureux. Malheureux pour l'image, heureux pour le sens qu'on donne, malheureux pour l'image parce qu'on ne voit rien, les canalisations on ne les voit pas, le travail qu'on fait dans les usines, elles sont isolées on ne les voit pas. On a l'impression qu'on appuie sur le robinet et tout arrive tout seul. Et vous savez au Sénégal il y a 15.000 Km de réseau, on va de Dakar en Afrique du Sud, on revient et on repart. C'est quand même énorme ! », s'exclame-elle dans sa présentation. Avant de rajouter, « Mais je peux vous dire qu'en 2021 on a distribué beaucoup plus d'eau parce qu'il y a KMS3, une usine incroyable mais parce que nous avons mis en œuvre des régénérations de forage.

21 forages régénérés en 2021

La Sen'eau révèle avoir sauvé beaucoup de forages de la déchéance. Selon la Directrice, « en dénouement il y a une coupure d'eau parce qu'il y a une fuite d'eau ou on réhabilite un forage mais c'est pour mieux produire derrière. Il y a des fils, il y a le dioxyde de fer, ça bouche les forages et il ne délivre plus d'eau. C'est pour cela qu'on fait des régénérations de forage ». Au total comptabilise-t-elle, « nous avons régénéré 21 forages qui y avaient des difficultés à produire correctement de l'eau ce qui nous a permis de monter jusqu'à 9000 m³ par jour en plus. Ce qui est important. Une sorte de seconde vie des forages.

La Sen'eau ne s'est pas arrêtée seulement dans la régénération des forages, il y a aussi un entretien permanent sur les 220 ouvrages de production. Parce que le Sénégal compte 220 ouvrages entre les usines et les forages a révélé Mme ARNAL. Selon elle, cet entretien est assuré par une équipe au top. Elle raconte toutes les difficultés dont font face les travailleurs de Sen'eau pour assurer la continuité du service, « on n'a pas souvent dormi pour faire en sorte que tout aille vite, que les pannes soient vite réparées, qu'il y ait des ouvrages disponibles à 98%. Et ça c'est l'engagement du personnel dont elle salue le dévouement ».

Comment Sen'eau a sauvé les Mamelles et les Almadies ?

La Directrice Générale de Sen'eau en bonne technicienne de l'Eau est revenue sur les périodes de manque d'eau qui a longtemps assoiffé des zones comme les Mamelles et les Almadies. Pour elle, « nous avons travaillé sur beaucoup d'investissements pour sécuriser l'eau à Dakar. Le pont B que je vous invite à visiter la prochaine fois à Dakar et qui est le cœur stratégique de l'eau à Dakar, c'est des usines, c'est des pompes, c'est des réservoirs, c'est des vannes, c'est un cockpit, tout ça a été renou-

velé entièrement ». Ce travail ingénieux a été expliqué en ces termes, « pour amener l'eau vers les Almadies il faut amener l'eau vers les Mamelles. Vous savez les Mamelles c'est un peu haut et c'est un réservoir et ça descend. Il y a deux à trois ans, il y avait trois pompes qui fonctionnaient en permanence afin de satisfaire le débit avec des installations très vieilles et vétustes. Dès qu'une des trois pompes tombent en panne il y a moins d'eau aux Almadies et aux Mamelles. On a changé les trois pompes et on a en mis trois plus grosses, pour que, quand les deux marchent qu'il y ait une de réserve quand on fait l'entretien des deux autres ». Et de poursuivre, « donc cela n'a pas été simple quand on changeait les pompes. Il faut couper l'eau, on a essayé de le faire le weekend, la nuit pour essayer de moins faire ressentir aux populations les manques d'eau à Dakar. Il fallait le faire parce que si on l'avait pas fait avec KMS3 et les débits supplémentaires et les pressions supplémentaires on prendrait des risques. C'était des travaux importants faits par les équipes ». La Sen'eau estime avoir fait le renouvellement de plusieurs équipements, les vannes, beaucoup de canalisations renouvelés, du côté de Kermel et de Gorée où il y avait deux canalisations vétustes qui ne tenaient plus dans le fond marin, Elles ont été tout bonnement renouvelées pour garantir la continuité à Gorée aussi.

Une qualité d'eau irréprochable

La quantité est important certes mais la qualité est indispensable

L'eau du robinet est potable, est suivie, est colorée et, est désinfectée. Selon Mme ARNAL, « on a notre propre laboratoire avec en permanence des chimistes des spécialistes de bactériologie qui suivent en permanence sur l'ensemble du Sénégal la qualité de l'Eau. Nous avons des stations de Chloration performantes qui nous permettent de le faire. Nous sommes entrain d'étudier avec les changements climatiques, on voit que le Lac de Guiers est entrain de changer, nous travaillons avec l'université sénégalaise pour pouvoir suivre



cette qualité de l'eau afin de protéger l'avenir et anticiper les évolutions que peuvent déclencher les changements climatiques.

Un nouveau centre de formation aux métiers de l'Eau

La Sen'eau va ouvrir un nouveau centre d'excellence et de formation et d'innovation pour former aux métiers de l'Eau. Un centre qui aura plusieurs volets. C'est pour former tous les gens des métiers de l'eau du Sénégal et au-delà. Selon La Directrice Générale de Sen'eau, Ce centre de Formation va accueil-



lir la « Chaire Eau pour Tous ». Une chaire internationale financée par Suez, et la formation sera assurée par AgroParisTech qui forme les dirigeants de la planète venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Et ces gens seront formés pour être les patrons du service de l'Eau. Maintenant elle fait partie du Sénégal, parce que le Sénégal devient une référence pour le secteur de l'Eau. Pour elle, « le Sénégal a la chance d'avoir de brillants cadres qui vont faire des cours, qui vont intervenir avec leur expérience. Cela veut dire que le Sénégal existe pour l'Eau ». Ce projet innovant se fera en collaboration avec les

universités sur les sujets de recherche, des conventions seront signées avec toutes les universités et les écoles d'ingénieur du Sénégal.

La première promotion de l'école de Plomberie

L'ambition de la Directrice Générale de la Sen'eau dans la formation révèle aussi une autre facette du métier le plus usité dans le secteur, la plomberie. Sur ce, estime la patronne de Sen'eau, « Nous avons aussi l'école des Plombiers de l'Eau, avec une formation par alternance où les jeunes font moitié école, moitié entreprise. Parce que tout le monde n'a pas envie de faire des études et toutes les études ne mènent pas à un métier ». C'est ce qui explique l'importance de cette école. Mais ce qui est sûr, renchérit-elle, « c'est que faire l'école des plombiers aboutit à un métier avec un CAP de canalisateur de l'eau et derrière de l'emploi. La formation est gratuite, les jeunes sont payés au bout de trois ans, ils sont plombiers avec un contrat et ensuite ils sont suivis avec un tuteur dans l'entreprise qui leur permet de transmettre le savoir-faire du métier et à terme on aura une génération de plombiers qui vont être formés et qui vont servir à Sen'eau et au-delà de Sen'eau ». Pour elle, on voit plein d'entreprises de Travaux publics qui cherchent des plombiers. Ça aussi c'est important de pouvoir développer l'emploi des jeunes sur des formations diplômantes et surtout des contrats à la sortie. On a formé beaucoup sur la qualité de l'eau, le Management de l'Eau, sur la technique de l'eau. Une première promotion de ces plombiers est sortie avec 30 jeunes dont 4 femmes recrutés pour ce beau métier qui est d'amener l'eau dans les maisons.

Synthèse de Habib Mimran

SEN'EAU tire son bilan avant le Forum Mondial

A quelques heures du Forum Mondial de l'Eau la Directrice Générale, Jany ARNAL et ses collaborateurs ont partagé le bilan 2021 de la SEN'EAU marqué par la réalisation de l'Usine de KMS3 en 2021, une surveillance de la qualité de l'eau, les innovations dans la facturation, les forages régénérés et la création d'un nouveau centre de formation aux métiers de l'eau entre autres questions qui font du Sénégal un pays qui compte dans le monde de l'Eau.



En matière d'alimentation en Eau, la tendance est visible un peu partout à Dakar parce que la tendance déficitaire est maintenant renversée. C'est l'avis de Papa Abdou MBAYE Directeur Régional de la SEN'EAU à Dakar. Le Choix de Dakar pour ce Forum est une opportunité pour montrer tous les efforts consentis en ma-

tière d'accès à l'eau potable. Selon ce responsable de la société de l'Eau, il faut faire un retour en arrière, « rappelons que, 2020 lorsque la Sen'eau s'installait pour prendre la gestion et la distribution en Eau potable en milieu urbain, le Sénégal faisait face à une demande en eau qui était largement supérieur à l'offre.

Cette prise de service impliquait l'élaboration d'un plan d'urgence dénommé Pointe 2020 afin d'augmenter le volume d'eau qui était mobilisé à destination des populations de Dakar. C'est ainsi qu'après cette première étape qu'est survenue la mise en service de KMS3 qui fait partie des projets structurants de l'État et qui vont répondre durablement à cette grosse problématique du manque d'eau qui se posait au niveau des populations ».



KMS3, l'apport considérable



Si la Sen'eau peut pousser un ouf de soulagement c'est grâce à la mise ne service de KMS3. Pour le Directeur Régional de Dakar, « Cela a été une occasion de s'appuyer sur l'expertise de la Sen'eau qui, à travers une modélisation très complexe du réseau de Dakar a pu identifier toutes les actions qu'il fallait faire dans le réseau afin de pouvoir acheminer cette eau qui nous venait de 260 Km de Dakar à partir du Lac de Guiers ». En bon défenseur de la Sen'eau, M.MBAYE d'égrener un chapelet de réalisations, « c'est dire que beaucoup d'effort ont été fait par la Sen'eau pour amener une eau sure et en quantité suffisante à la population de Dakar. Mais il ne s'agit pas que de cela seulement. Au-delà de cet aspect de régler la problématique du déficit en eau il y a également un service d'eau potable qu'il fallait améliorer ».

Le Numérique en appoint

Le Numérique est utilisé à fond dans les actions de la Sen'eau selon M.MBAYE, « C'est dans ce cadre-là qu'il y a une révolution pour ne pas dire une transformation qui est entrain de s'opérer au niveau de la Sen'eau avec sur le plan de la clientèle un nouveau logiciel de paiement qui donne plusieurs opportunités avec une relève qui se fait avec des smartphones qui permet d'avoir la facturation 24heures après la relève, une agence en ligne qui permet à tous les clients de faire leur demande sur internet et



qui permet de pouvoir réagir rapidement. Il y a aussi cette possibilité que nous avons amélioré le paiement au niveau de opérateurs avant il y avait un décalage de 24 à 48 heures avant que l'argent ne soit positionné aujourd'hui c'est en instantané une fois que le paiement est effectué auprès des opérateurs. Certains même ne prélèvent pas les frais et automatiquement la facture est soldée sur l'ensemble du système de surveillance de Sen'eau ».

« La Facturation d'eau n'a pas changé »



Beaucoup de consommateurs ont l'habitude de se plaindre de la cherté de l'eau avec des factures jugés élevées. Mais les responsables de la Sen'eau estiment qu'il n'en est rien. Ce qu'ils expliquent avec aisance. Pour eux « régler les problèmes de manque d'eau engendre forcément d'autres situations au niveau des clients parce qu'avant on avait des difficultés à avoir de l'eau en continu 24 h sur 24 aujourd'hui avec la mise en service de KMS3 on a augmenté l'apport de production au niveau des clients. Donc ce volume d'eau augmenté a été consommé quelque part. C'est le compteur des clients qui marque toute la consommation ». Et entre le client et nous, estime M.MBAYE, « il y a un compteur homologué et certifié qui mesure les volumes qui sont effectivement consommés et ces volumes font l'objet d'une facturation. Il faut préciser que la facturation n'a pas du tout changé et cela est garanti par l'État du Sénégal qui détermine quel est le prix du mètre 3 d'eau qu'il faut facturer à chaque client qui en consomme ». Une manière de renvoyer la balle à l'État.

« L'eau, la denrée la mieux surveillée au Sénégal »

En termes de conformité bactériologique, les autorités de la Sen'eau rassurent qu'au Sénégal « la denrée la mieux surveillée est l'eau », parce que selon elles, « il n'y a pas une

personne qui peut rester une journée sans consommer de l'eau. Nous faisons une surveillance en continu, quotidiennement pour ne pas dire 24h sur 24 de la qualité bactériologique et physico-chimique de l'eau qui est distribuée ». Le Directeur Régional Dakar de la Sen'eau de donner des garanties formelles en ce sens « je peux vous garantir que l'eau distribuée par la Sen'eau est une eau sûre qui ne cause aucun dommage sur la santé humaine »

« La Sen'eau ne vend pas l'eau mais un service »



Quand on vend un service il faut naturellement tout un dispositif de surveillance derrière ce service-là. Et quand on dit lutte contre la fraude c'est pour le bien des populations. Parce que nous ne vendons pas l'eau mais nous vendons un service. Si derrière ce service -là, il y a des gens malintentionnés qui n'utilisent pas l'eau selon une certaine conformité ou bien font des branchements clandestins, il faut nécessairement qu'on puisse les dénicher afin de pouvoir garantir une durabilité de ce service que nous faisons. Parce qu'il faut dire que si tout le monde prélève de l'eau sans pour autant payer la facture, il arrivera un moment où nous ne pourrons pas assurer les investissements qui vont permettre d'améliorer continuellement ce service d'eau potable.

Synthèse de Habib Mimran

Le King Fahd Palace fait peau neuve :

15 MILLIARDS CFA POUR LA RÉNOVATION DU JOYAU

Sous la houlette de son PDG Mamadou Racine SY, le King Fahd Palace vient de faire sa toilette avec une réfection de grande envergure. La rondelette somme de 15 milliards de francs CFA a été injecté pour donner à bijoux, une nouvelle cure de jouvence. Cette opération de rénovation du joyau hôtelier Sénégalais a été prise très au sérieux.

Le patron du King Fahd Palace, Mamadou Racine SY répond ainsi en écho aux directives des plus hautes autorités du pays notamment le Chef de l'Etat, Son Excellence Macky SALL qui tient à des infrastructures hôtelières de qualité surtout dans l'optique de grands rendez-vous comme le 9ème Forum Mondial de l'Eau et d'autres foras internationaux que le Sénégal va abriter.

Cette rénovation du King Fahd Palace est une première dans l'histoire du plus grand Palace ouest-africain car avant l'arrivée de Mamadou Racine SY l'hôtel n'a jamais connu une telle initiative du temps de la gestion de l'hôtel appelé à l'époque «Le Méridien Président».

Le coût global de cette grande réfection du King Fahd Palace est estimé par le promoteur à environ 15 milliards de francs CFA, autant dire que le gestionnaire de l'hôtel n'a pas lésiné sur les moyens pour élever l'infrastructure au niveau des standards internationaux. Surtout que le King Fahd Palace est considéré aujourd'hui comme un instrument important de notre diplomatie économique, une vitrine de notre pays qui aspire au rang de hub dans le domaine de l'évènementiel.

La rénovation de l'hôtel peut paraître paradoxale dans un contexte particulier de pandémie mondiale de la Covid-19.

Les hôtels ne font pas de chiffre d'affaires et l'activité tourne au ralenti mais les responsables du King Fahd Palace tiennent à voir l'infrastructure faire peau neuve, une manière pour eux de faire preuve de résilience pour améliorer le confort et la sécurité de la clientèle de cet hôtel 5 étoiles.

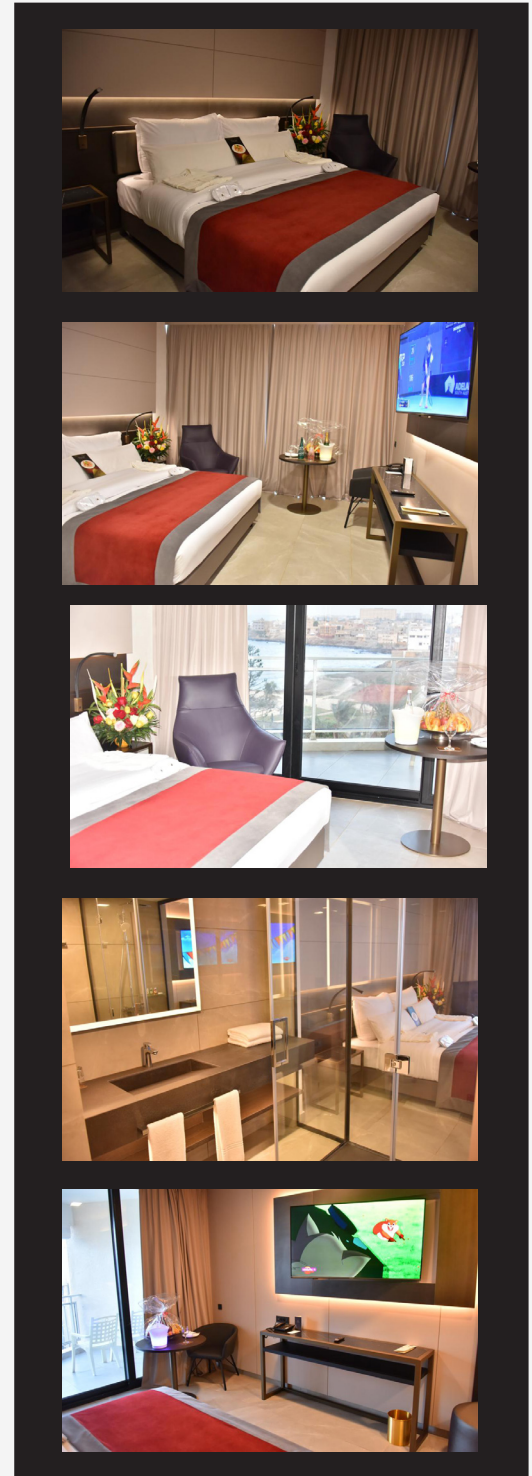
Surtout que depuis début 2022 on assiste à une timide reprise de l'activité touristique à travers le monde.

La rénovation du King Fahd Palace concerne les 378 chambres de l'hôtel.

De même une grande salle de 2000 personnes est en train d'être construite dans l'enceinte de l'hôtel pour abriter des événements de grande envergure comme les expositions, les banquets et d'autres manifestations à caractère ludique comme les concerts.

Pour réussir le pari de cette grande opération de réfection, le King Fahd Palace a fait appel à l'expertise de l'entreprise dénommée STILLÈS, de la République de Slovénie. C'est une société mondialement connue dans la construction d'hôtels de luxe et de Palaces.

En partenariat avec les ingénieurs Slovènes plusieurs entreprises Sénégalaises ont participé à la réfection de l'hôtel. Une manière de créer la jonction entre les expertises étrangères et locales.



KMS3, un si long chemin de l'



On retiendra toujours l'image d'un Président de la République en tenue militaire pour aller à Keur Momar SARR constater les travaux de l'Usine. La tension de l'eau à l'époque était tellement vive qu'il fallait coûte que coûte apporter une solution à la lancinante question de l'Eau. La réalisation de l'Usine de KMS3 est la preuve que la « guerre » de l'Eau est en passe d'être remportée. Des infrastructures au top, un renforcement de l'alimentation en eau, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion environnementale et sociale, jusqu'aux branchements sociaux, la Sones a fait le pari d'une disponibilité de l'Eau partout au Sénégal. Une réponse à la fois aux objectifs du Plan Sénégal Émergent et de l'ODD6 qui vise l'accès universel à l'horizon 2030.

Bien plus qu'une usine, KMS3 est une véritable infrastructure hydraulique avec différentes composantes. Une autre échelle de réponses à l'équation Eau au Sénégal principalement à la Capitale Sénégalaise. Le projet est ambitieux est ses composantes en disent long sur l'ambition d'en faire une infrastructure qui va

permettre aux autorités de tenir la promesse de l'approvisionnement correct en eau d'une frange importante de la population Sénégalaise. L'infrastructure comporte :

- une usine de traitement et de pompage d'eau potable à Keur Momar Sarr (commune située à 250 kilomètres de Dakar) d'une capacité finale

L'Eau vers Dakar !

de 200.000 m³/jour dont la première phase de 100.000 m³/jour a été mis en service le 28 avril 2021;

- une ligne Haute Tension (90 KV) entre Sakal et Keur Momar Sarr ;

- une conduite de transport entre l'usine de Keur Momar Sarr et Sébikotane, sur une distance d'environ 216 kilomètres (les diamètres inédits atteignent 1,6 mètre, soient 1600 millimètres) ;

- la construction de deux réservoirs de stockage de 10.000 m³ chacun à Thiès (en anticipation, dans le cadre du Programme Eau Potable et Assainissement en Milieu Urbain - PEAMU, financé par la Banque Mondiale) ;

- la fourniture et pose de 85.000 branchements sociaux et 912 kilomètres d'extension de réseaux associés ;

- le développement d'un programme d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC) ;

- la responsabilité sociétale d'entreprise ;

- le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES).

Objectifs, cibles et zones à desservir par KMS3

KMS3 vise les objectifs suivants pour la région de Dakar, les zones environnantes du Lac de Guiers et les nouvelles zones de développement autour de Dakar, Thiès et Mbour.

- augmentation de la capacité de production d'eau potable de 200 000 m³/jour en deux phases de 100.000 m³/jour chacune ;

- amélioration de l'accès à l'eau potable pour près de 4 millions de personnes ;

- amélioration de la qualité de service d'eau potable pour 500.000 personnes en 2021 et 1.000.000 personnes en 2025 ;

- raccordement au réseau de 610.000 per-



sonnes supplémentaires grâce à un programme de 85.000 branchements sociaux ;

- disponibilité de l'eau potable de 6h à 24h dans les zones fortement déficitaires et de 20h à 24h en moyenne à Dakar et dans les zones desservies par le projet entre 2020 et 2025;

- accroissement de la sécurisation du système d'alimentation de l'agglomération dakaroise avec une nouvelle ligne de transfert d'eau.

VOLET DISTRIBUTION DE KMS3

THIES ET LA PETITE COTE : Un souffle



nouveau pour les pôles en développement

Le projet KMS3 comporte un volet Distribution. Les volumes mobilisés pourront ainsi parvenir aux zones de consommation dans de meilleures conditions. Voici les travaux prévus dans un pôle touristique qui comportera prochainement une aéroville:

- deux réservoirs de stockage de 10.000 m³ chacun à Thiès ;

- un réservoir au sol de 5 000 m³ à Diass (40 kilomètres au Sud-est de Dakar) qui permettra de sécuriser l'alimentation en eau potable de l'AIBD y compris les futurs pôles de développement autour de l'AIBD ;

- une ligne d'adduction en diamètre nominal 1,4 mètre à partir de la nouvelle conduite de KMS3 pour le transfert des eaux vers l'AIBD et la Petite Côte sur 6,8 kilomètres ;

- une ligne d'adduction de diamètre nominal 700 mm pour alimenter le réservoir de Diass sur 5,7 kilomètres ;

- un réseau de distribution primaire de 14,3 kilomètres la zone proche de l'AIBD ;

- la construction de la deuxième station de pompage en ligne de Mékhé (ville située à 120 kilomètres au Nord de Dakar).

BANLIEUE DE DAKAR :

les nouveaux instruments du bien-être

- un réservoir au sol de 10 000 m³ et une station de pompage de 6 300 m³/heure à Dakar 2 (dans le prolongement de la VDN en allant vers Tivaouane Peulh, 30 kilomètres de Dakar) ;

- cinq châteaux d'eau de 2 500 m³ chacun : un à Thiès, deux à Rufisque (HLM Rufisque et Jacaranda) et deux à Guédiawaye (Ndiarème Limamoulaye et Golf Sud) ;

- 164 kilomètres de réseaux d'adduction et de distribution à Thiès, Rufisque, Bargny et Dakar 2 ;

- 85 000 branchements sociaux à Dakar et dans les localités traversées par la nouvelle conduite du Lac de Guiers.

VOLET SOCIAL

Un dialogue de qualité avec les parties prenantes

Indemnités : mise en œuvre du PAR - 7,8 milliards FCFA (11,9 millions d'euros) ont été dépensés sur les trois régions concernées par

Charles FALL DG Sones



KMS3 (Louga, située à 190 kilomètres au Nord de Dakar, Thiès et Dakar) pour indemniser 1992 personnes. D'autres indemnisations ont été réalisés pour l'axe Thiès-Mbour et le réseau de distribution (Thiès, Rufisque et Banlieue de Dakar).

Gestion environnementale et sociale - Des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ont été menées et des audiences publiques tenues à Louga, Kébémér (141 kilomètres de Dakar) et Tivaouane (80 kilomètres de Dakar). Le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) est mis en place. La Direction de l'Environnement et des Etablissements

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE DAKAR (PSDAK) ET AUTRES PROGRAMMES D'URGENCE

Après le PEPAM, différents programmes d'urgence ont été mis en œuvre pour l'agglomération dakaroise. Les productions com-

plémentaires mobilisées consacrent la phase intermédiaire entre la relance des investissements et la mise en services des infrastructures structurantes, KMS3 et Dessalement.

En attendant les infrastructures de nouvelle génération...

De 2012 à 2020, 68 des 120 forages ont été destinés à la capitale pour une production complémentaire globale de 201.135 m³/jour, soit l'équivalent de la capacité de production totale. En 2021 et par rapport à 2011, ces volumes d'eau complémentaires créent une augmentation de la production de 62% sans KMS3 et 76,2% avec KMS3.

Des forages dits de Dakar ont été réalisés dans le cadre des différents programmes d'urgence (2014-2016) dans les localités suivantes : Nord Foire, Ouest-Foire, Camp Leclerc, CICES, Grand Yoff, Yeungoulène, Touabb Dialao. En 2017-2019, le Programme de Renforcement de l'Alimentation en eau potable de Dakar (PS-DAK) a permis de réaliser deux centres de production dans les Niayes, précisément à Bayakh (5 forages et deux stations) et Thieudème (6 forages et une station). Ce système de transfert d'eau potable est consolidé par la production du nouveau centre de Tassette (40 kilomètres au Sud de Thiès) vers Dakar (10 forages). En 2020, le Programme Pointe a permis d'améliorer la qualité de l'eau distribuée grâce à l'unité mobile du Lycée moderne de Dakar pour l'alimentation en eau des Parcelles Assainies, les extensions de réseau, de mettre des surpresseurs dans les zones situées en hauteur, etc.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

La nouvelle saveur d'une eau de meilleure qualité

Après le défi de la production, place à celui de l'amélioration de la qualité de l'eau distribuée

dans la zone centre du Sénégal et à Dakar. Les stations de traitement réalisés dans ces localités favorisent un confort de consommation tout en renforçant la lutte contre les maladies hydriques. Ailleurs, des solutions de transfert d'eau sont en cours.

FATICK, KOUNGHEUL, BANLIEUE ET PARCELLES ASSAINIES DE DAKAR : L'apport qualitatif des stations de traitement

FATICK - Problématique : La ville de Fatick (190 kilomètres au Sud de Dakar) est située dans le Bassin arachidier caractérisée par ses eaux souterraines à forte teneur en fer, en chlorure et en fluorure.

Solution : Dans le cadre du Programme d'amélioration de la qualité de l'eau, l'Etat du Sénégal a préconisé la réalisation d'une station de traitement des fluorures et des chlorures de 3.600 m³/jour, utilisant la technologie membranaire.

Objectif : L'objectif est de réduire les fortes concentrations en fluorures et chlorures dans l'eau, en les faisant passer respectivement de l'ordre de 653 mg/l à 250 mg/l et de 4 mg/l à 0,8 mg/l. Au regard de la demande, un projet d'extension de la station est à l'étude.

KOUNGHEUL - Construction d'une station de déferrisation de 3.300 m³/jour à Kougheul : l'eau produite par les forages.

BANLIEUE DE DAKAR - La construction d'une station de déferrisation d'une capacité de 40.000 m³/jour au Point K, à Sébikotane, pour traiter les eaux provenant des forages de Pout, avec un impact social dans la banlieue dakaroise. La mise en service est effective avec une montée en régime progressive.

LYMODAK - Une unité mobile de traitement de l'eau ferrugineuse du forage du Lycée Moderne de Dakar (LYMODAK) a été installée sur ledit site pour une production de 2.500 m³/jour. Du

coup, les conditions d'alimentation en eau potables d'une partie des Parcelles Assainies se sont améliorées.

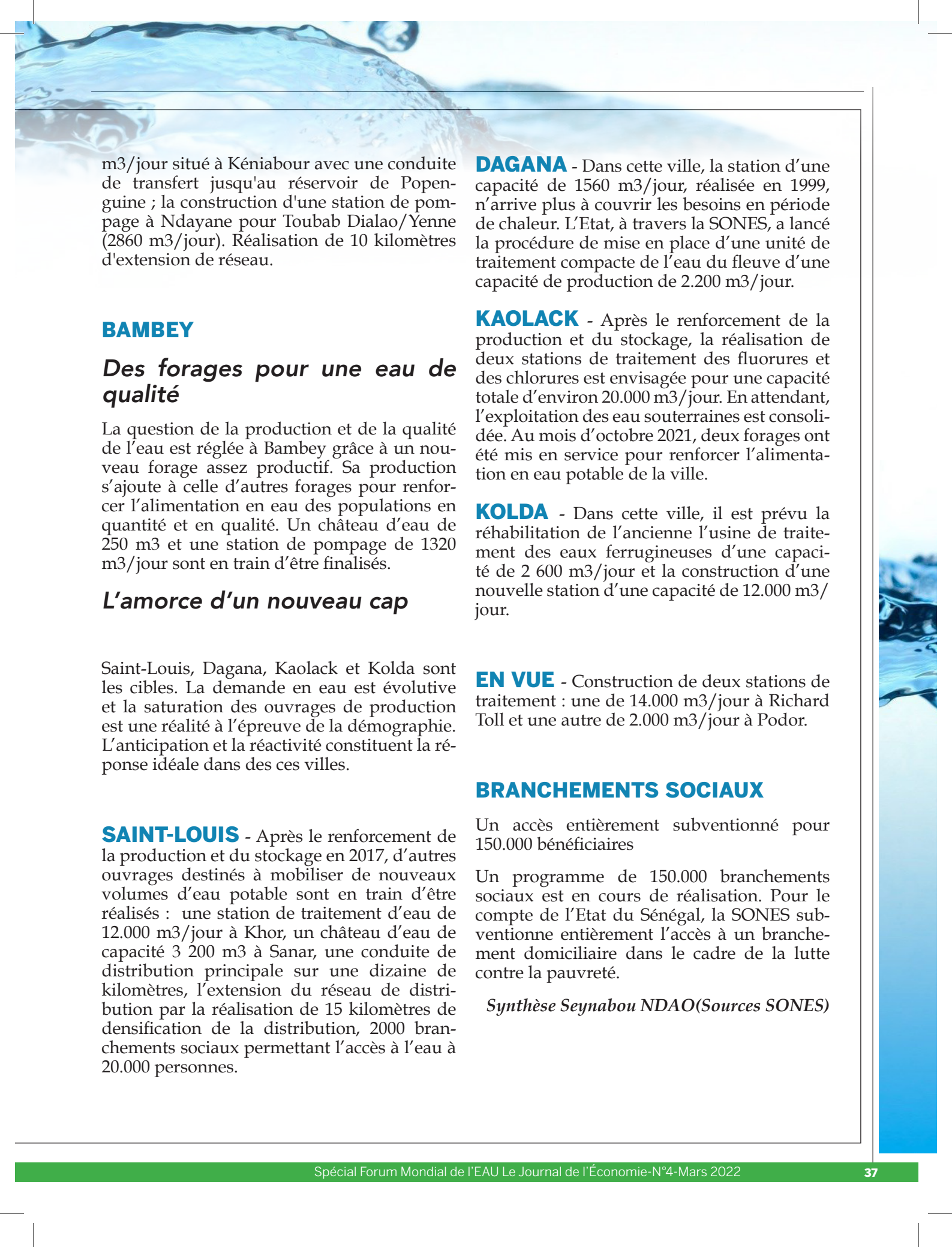
MBACKE - FOUNDIOUGNE – THIADIAYE - TOUBAB DIALAO/YENNE : Le transfert d'eau draine du bonheur

MBACKE - Comme solution à la problématique des eaux saumâtres, un système de transfert d'eau à partir du captant Sadio est en cours de réalisation : 4 forages de 3300 m³/jour chacun, une station de pompage de 13.200 m³/jour extensible à 39.600m³/jour, un réservoir de 2000 m³, une canalisation de transfert entre le champ captant de Sadio et la ville de Mbacké pour 50 kilomètres, un château d'eau de 2000 m³ et des réseaux structurants de distribution.

FOUNDIOUGNE - Caractéristiques : l'eau produite est saumâtre à cause d'une intrusion saline constatée au niveau de la nappe. Première solution : renforcement de l'approvisionnement des populations par un forage situé à Mbame. Solutions durables : construction d'une station de traitement d'eau saumâtre ; amélioration de la qualité par transfert d'eau à partir du champ captant de Ndiayène Moussa.

THIADIAYE - Une baisse de production du forage en dépit de l'apport du système Notto-Ndiosmone-Palmarin, combinée à la capacité insuffisante de l'usine de traitement du fluor, a motivé la solution du transfert d'eau à partir de forage de Kibik (situé à environ 25 kilomètres de Thiadiaye).

TOUBAB DIALAO-YENNE - Caractéristiques : des zones périphériques et situées en hauteur alimentées à partir du réseau de distribution de Bargny déficitaire. Solution : un renforcement de la production par un nouveau forage d'une capacité de production de 4400



m³/jour situé à Kéniabour avec une conduite de transfert jusqu'au réservoir de Popenguine ; la construction d'une station de pompage à Ndayane pour Toubab Dialao/Yenne (2860 m³/jour). Réalisation de 10 kilomètres d'extension de réseau.

BAMBEY

Des forages pour une eau de qualité

La question de la production et de la qualité de l'eau est réglée à Bambey grâce à un nouveau forage assez productif. Sa production s'ajoute à celle d'autres forages pour renforcer l'alimentation en eau des populations en quantité et en qualité. Un château d'eau de 250 m³ et une station de pompage de 1320 m³/jour sont en train d'être finalisés.

L'amorce d'un nouveau cap

Saint-Louis, Dagana, Kaolack et Kolda sont les cibles. La demande en eau est évolutive et la saturation des ouvrages de production est une réalité à l'épreuve de la démographie. L'anticipation et la réactivité constituent la réponse idéale dans ces villes.

SAINT-LOUIS - Après le renforcement de la production et du stockage en 2017, d'autres ouvrages destinés à mobiliser de nouveaux volumes d'eau potable sont en train d'être réalisés : une station de traitement d'eau de 12.000 m³/jour à Khor, un château d'eau de capacité 3 200 m³ à Sanar, une conduite de distribution principale sur une dizaine de kilomètres, l'extension du réseau de distribution par la réalisation de 15 kilomètres de densification de la distribution, 2000 branchements sociaux permettant l'accès à l'eau à 20.000 personnes.

DAGANA - Dans cette ville, la station d'une capacité de 1560 m³/jour, réalisée en 1999, n'arrive plus à couvrir les besoins en période de chaleur. L'Etat, à travers la SONES, a lancé la procédure de mise en place d'une unité de traitement compacte de l'eau du fleuve d'une capacité de production de 2.200 m³/jour.

KAOLACK - Après le renforcement de la production et du stockage, la réalisation de deux stations de traitement des fluorures et des chlorures est envisagée pour une capacité totale d'environ 20.000 m³/jour. En attendant, l'exploitation des eaux souterraines est consolidée. Au mois d'octobre 2021, deux forages ont été mis en service pour renforcer l'alimentation en eau potable de la ville.

KOLDA - Dans cette ville, il est prévu la réhabilitation de l'ancienne usine de traitement des eaux ferrugineuses d'une capacité de 2 600 m³/jour et la construction d'une nouvelle station d'une capacité de 12.000 m³/jour.

EN VUE - Construction de deux stations de traitement : une de 14.000 m³/jour à Richard Toll et une autre de 2.000 m³/jour à Podor.

BRANCHEMENTS SOCIAUX

Un accès entièrement subventionné pour 150.000 bénéficiaires

Un programme de 150.000 branchements sociaux est en cours de réalisation. Pour le compte de l'Etat du Sénégal, la SONES subventionne entièrement l'accès à un branchement domiciliaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Synthèse Seynabou NDAO (Sources SONES)

DESSALEMENT EAU DE MER :

Sécuriser définitivement Dakar en Eau



La solution la plus innovante est trouvée par les autorités Sénégalaises. Il s'agit de l'Usine de Dessalement d'Eau de Mer des Mamelles. Basé sur une innovation technologique, à terme Dakar pourra enfin éteindre sa soif et devenir une capitale où le manque d'eau sera un vieux souvenir

L'Usine de dessalement d'eau de Mer contribuera à couvrir la demande en eau à Dakar, surtout les localités situées en bout de réseau et à topographie haute. Le financement de 137 milliards FCFA est assuré par l'Etat du Sénégal sur un concours financier du Japon à travers la JICA. Les communes qui en bénéficieront sont déjà identifiées comme étant celles où le manque d'eau est souvent récurrent. Il s'agit de Ngor, Ouakam, Yoff, Mermoz-Sacré, Cœur, Fann-Point E-Amitié, Gueule Tapée-Fass-Colobane, Médina, Plateau, Gorée, Biscuiterie, Dieupeul-Derklé, Sicap-Liberté, Grand-Dakar, Hann-Bel Air, HLM, Grand Yoff et Patte d'Oie. Le balaie incessant des citernes d'eau pour secourir les populations en témoignent.

Les caractéristiques de ce projet :

Les autorités ont choisi parmi les plus haute technologie en vigueur pour la réalisation de ces infrastructures. La capacité, le matériel utilisé, les moyens technologiques. Une usine en mesure même de prendre le relais en cas de dysfonctionnement de KMS3.

- une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse d'une capacité de production de 50.000 m³/jour extensible à 100.000 m³/jour ;
- une conduite principale de distribution de 11,4 kilomètres, des réservoirs des Mamelles au Pont de l'Émergence (Patte d'Oie) ;
- le renouvellement des conduites de distribution existantes dans la zone d'influence de

l'usine, sur une longueur totale de 316 kilomètres ;

- le renouvellement des branchements au service, connectés à partir des conduites de distribution à renouveler ;

- une vaste sectorisation du réseau de distribution ;

- une composante télégestion du réseau de distribution de Dakar.

Une Innovation Technologique

Le dessalement est une innovation technologique. C'est la première fois que ce mode de production d'eau potable est exploré à cette échelle au Sénégal. Le dessalement est un choix stratégique de l'État dans un contexte marqué par la saturation des systèmes de production d'eau potable à partir des forages (menace de remontée du biseau salé, teneur en nitrate ou en fer) et la forte dépendance vis-à-vis du système de production d'eau du Lac de Guiers (Ngnith, KMS1, 2 et 3).

Sans oublier la Télégestion, à ce niveau la télégestion du système de distribution d'eau à Dakar est en cours de réalisation.

Une réserve Stratégique

Le dessalement est une option stratégique pour la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de la capitale. Il assure une continuité du service même en cas de dysfonctionnement des usines du Lac de Guiers (250 pour KMS et 300 kilomètres de Dakar pour Ngnith) et des forages du Littoral. La particularité de la future unité de dessalement des Mamelles est d'être très proche des grandes zones de consommation dakaroises.

Un réseau qui fait peau neuve

Le renouvellement du réseau de Dakar fait partie du Projet de Construction de l'Usine de

Dessalement des Mamelles (capacité initiale de 50.000 m³/jour). Ces travaux permettront d'optimiser l'exploitation de cette infrastructure en cours de réalisation.

Les objectifs :

- sur 316 kilomètres, changer des conduites dont certaines ont été posées il y a plus de 50 ans

- améliorer le réseau de distribution de Dakar¹

- réduire les pertes en eau de 27,7% à 15%, équivalant à un gain de près de 50.000m³/jour

La boucle d'une meilleure desserte

Sur un linéaire d'environ 10 kilomètres, les travaux de pose de la conduite principale sont en train d'être finalisés pour un impact attendu sur l'alimentation en eau potable de la boucle allant de Ouakam à la Patte d'Oie en passant par Almadies, Ngor, Yoff, Nord Foire, les Parcelles Assainies et la Patte d'Oie.

Dimension Sociale et Environnementale

Le programme de communication sociale vise l'acceptabilité sociale du projet auprès de toutes les parties prenantes : autorités administratives, autorités locales, autorités coutumières, autorités religieuses, pêcheurs, association de jeunes, groupements féminins, acteurs de l'école et de la santé, défenseurs de l'environnement, plagistes, etc. D'ailleurs, ce programme a permis d'identifier les participants au voyage d'imprégnation sur la technologie du dessalement à Oman, en 2017. Le projet a obtenu un quitus environnemental.

Synthèse Journal de l'Économie



THIÉO A SOIF

Manque d'eau à Thiéo, paradoxe coïncidence avec le Forum de l'Eau!

Au moment où le Sénégal accueille le Forum Mondial de l'Eau c'est un paradoxe de voir une localité qui se manifeste pour réclamer de l'Eau. Thiéo parmi tant d'autres. Un village où la soif est à l'origine de manifestation. Cette levée de boucliers n'est pas une nouveauté au Sénégal. En 2003 en allant à la rencontre du Ministre de l'hydraulique de l'époque un certain Macky SALL on entendait à la radio un village du Sénégal où l'on réclamait de l'eau. Dix-neuf ans après, on découvre encore au Sénégal des zones où l'eau est une denrée rare et pourtant des efforts ne manquent pas.



Les populations du village de Thiéo dans le département de Thiès, ont battu le macadam pour crier leur soif. Selon les manifestants, depuis plus d'une décennie, un manque d'eau criard règne dans cette contrée de la commune de Notto Diobass. Les habitants de ce village ont manifesté, arborant des brassards rouges et des récipients vides.

« Je suis fils du village de Thiéo, le problème d'eau a été évoqué N fois et sans solution ». Cet homme d'Eglise, assoiffé d'invoquer la bible en faisant référence à ce peuple de Dieu soumis à l'esclavage en Égypte à l'époque de Moïse en ces termes: « j'ai entendu le cri de mon peuple, je vis la misère de mon peuple, va libérer mon peuple . » . Ces propos de Moïse, l'abbé en a fait siens, « je me pose pas en libérateur mais je lance le cri du cœur de mon village et des villages environnants" a-t-il lancé.

Et l'abbé en défenseur de son terroir de vociférer encore : "Ce qui se passe ici à Thiéo, à quelque 3 km d'ici à vol d'oiseau, il y a les forages qui alimentent les localités plus importantes peut-être que le Diobass, en eau et ici à Thiéo, depuis des années on n'a pas d'eau. Vous voyez les Charrettes qui sont là ».

Une autre dame du village, Madame Diagne Faye de faire un rappel historique de cette situation difficile que vivent ces populations, « Depuis 1998, on n'a pas d'eau et ici on voit beaucoup de forages dans la communes, mêmes les puits n'ont plus d'eau. Pour cuisiner il faut se réveiller à 3 h du matin pour chercher de l'eau jusqu'à 6 h 30. C'est tellement difficile, on achète des bidons d'eau, les 10 litres à 1500 frs CFA. Nous lançons un message au président de la république, nous sommes fatiguées. Toutes les autorités sont au courant, d'ailleurs nous sommes même allés devant la mairie de Notto pour faire une marche».

Et dire que ce calvaire ne date pas d'aujourd'hui..

Le Président de l'Asc Thiéo, Pierre Ndahnam Ciss de prendre la balle au rebond, « nous avons écrit aux autorités locales et fait des marches pacifiques et envoyé des correspondances aux autorités, mais notre cri du cœur n'est pas entendu. C'est la raison pour laquelle nous voulons qu'on soit branché au réseau KMS3 qui est à quelques trois kilomètres de Thiéo. Nos sœurs et nos mamans sont fatiguées, nos puits ont tari. Nous exigeons que cette injustice soit réparée ».

Rappeler juste que ce calvaire dure depuis 1998 et pourtant en 2003, l'actuel président Macky SALL a occupé le poste de Ministre de l'Hydraulique et ces mêmes cris ont été entendus mais jusque-là, pas de solution.

Synthèse de Seynabou NDAO

L'OMVS dans le sillage du Ci et du 9ème Forum

La célébration des 50 ans de l'OMVS en avant-gout du 9ème Forum Mondial de l'Eau. Célébré le 11 mars 2022, l'anniversaire va coïncider avec les préparatifs de ce Forum Mondial. Créée dans un contexte de sécheresse et de marasme économique, l'OMVS a vu le jour le 11 mars 1972, à la suite d'un long processus d'initiatives menées pour la maîtrise et l'exploitation rationnelle des ressources du fleuve Sénégal. Elle regroupe la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.



Le barrage de Diama

Situé à environ 50 km en amont de l'embouchure du fleuve, à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, est entré en service en 1986. Ce barrage anti-sel a pour fonction principale d'arrêter la remontée des eaux marines dans le fleuve en saison sèche. Grâce aux endiguements construits dans le delta sur les deux rives du fleuve, Diama est aussi un ouvrage de rehaussement du plan d'eau dont le volume de retenue varie de 250 millions à 535 millions de m³. Il permet de rendre les terres naguère salines du delta propices à l'agriculture irriguée. Le coût de l'ouvrage est de 145 millions d'euros pour Diama et 15 millions d'euros pour les endiguements.

Avant sa construction, on assistait régulièrement à l'invasion du delta par des eaux salines qui pouvaient se manifester jusqu'à 200 km de l'embouchure, entravant de fait les activités agricoles et l'alimentation en eau des populations et du cheptel.

En stoppant la remontée saline, Diama a favorisé l'alimentation en eau potable de plusieurs villes du Mali (Kayes), de la Mauritanie (Rosso, Kaédi et 100% de l'eau de Nouakchott) et du Sénégal (Richard Toll, Saint Louis et 60 % de l'eau de Dakar à partir du lac de Guiers).

Au-delà de ses missions l'OMVS a enregistré de nombreuses réalisations au profit des quatre pays qui partagent en commun le fleuve Sénégal.

Quatre ouvrages stratégiques pour répondre aux défis agricole et énergétique

Pour faire face aux nombreux défis et répondre aux besoins des populations, l'OMVS a très tôt (1974) adopté un schéma directeur relatif à la définition d'un programme d'infrastructures et la construction rapide des barrages de Manantali et Diama.



inquantenaire

Le barrage de Manantali

Réalisé sur le Bafing, principal affluent du fleuve Sénégal a été construit entre 1980 et 1988 pour un coût de 311 millions d'euros. C'est un ouvrage à buts multiples : production d'énergie hydroélectrique, irrigation et navigation. Pour la construction de l'usine hydroélectrique, les lignes et postes HT (Mali, Mauritanie et Sénégal), le projet énergie Manantali a coûté 335 millions d'euros mobilisés en 1998 auprès de plusieurs partenaires. Le complexe a une puissance installée de 200 MW et un productible annuel de 800 à 1000 GWh. Il comprend aussi 14 Postes HT, 1700 km de lignes et un centre de conduite du réseau OMVS (Dispatching).

La construction de ces deux barrages a permis de remédier à des inconvénients majeurs : la faible production agricole, le fort déficit en énergie et les difficultés d'alimentation en eau potable.

Pour poursuivre son objectif de développer ces deux secteurs (énergie, sécurité alimentaire) importants liés à ses missions, l'OMVS a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'infrastructures régionales.

Entre 2006 et maintenant, l'OMVS a construit deux autres barrages (Férou et Gouina), mené les études pour les barrages suivants :

- Koukoutamba en Guinée avec une puissance installée de 294 MW et un contrat commercial signé en 2018 ;
- Gourbassi à la frontière entre le Mali et le Sénégal (puissance installée de 18 MW et un contrat commercial signé en 2020 ;
- Boureya en Guinée (puissance installée de 160 MW)
- Niagara en Guinée aussi ((puissance installée de 55 MW).

Tous ces ouvrages contribuent à l'accroissement de l'offre d'énergie et à l'augmentation du potentiel de terres cultivables en agriculture irriguée.



Férou et Gouina sont les deux derniers ouvrages réalisés par l'OMVS après ceux de Diama et Manantali. Le complexe hydroélectrique de Férou situé au Mali (8 KM de Kayes) a été construit entre 2009 et 2013 pour un montant de 125 millions d'euros. Il a une puissance installée de 60 MW et un productible annuel : variant entre 320 et 350 GWh.

Le barrage de Gouina

Situé à 80 km de Kayes (Mali), a une puissance installée de 140 MW avec un productible de 570 à 620 GWh/an. Le coût de l'ouvrage est de 373 millions d'euros. Les travaux sont quasi terminés.

L'avènement de Gouina a aussi requis l'augmentation des capacités de transport de l'énergie. C'est ainsi qu'un projet annexe dénommé Manantali 2 été initié pour réhabiliter les groupes de la centrale de Manantali et accroître le réseau de transport de l'énergie. Le réseau actuel de transport interconnecté de 1 700 km, qui relie le Mali, le Sénégal et la Mauritanie et opérationnel depuis 2002, sera renforcé par la construction de trois nouvelles lignes prioritaires de 1 080 km au total. Il s'agit des lignes bi ternes 225 KV reliant Kayes à Tambacounda, au Sénégal, longue de 284 km, de celle reliant Manantali à Bamako, d'une longueur de 280 km et enfin celle reliant Kayes, Yélimané, Tintane, Kiffa et Aïoun, en Mauritanie, de 516 km de long. Le réseau de transport de l'énergie sera interconnecté au réseau ouest africain (WAPP), faisant ainsi de l'espace OMVS un hub de transport de l'énergie.



En résumé, avec les aménagements hydroélectriques, la puissance installée présentement est de 400 MW dont 200 MW en provenance de Manantali, 60 MW de Félou et 140 MW de Gouina. Le productible de ces ouvrages communs est ainsi réparti :

Pour Manantali, le Mali bénéficie à hauteur de 52 %, la Mauritanie 15 % et le Sénégal 33 %.

Pour Félou, le Mali reçoit 45 %, la Mauritanie 30 % et le Sénégal 25 %.

Pour Gouina, le Mali a 34 %, la Mauritanie 33 % et le Sénégal 33 %.

Ces barrages et les lignes de transport ont contribué à l'amélioration de la qualité et de la continuité de la fourniture d'électricité au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Ils ont permis d'assurer la couverture des besoins à raison de 40 à 50% des besoins en électricité du Mali, 20 à 30 % des besoins en électricité de la Mauritanie et 10 à 12% des besoins en électricité du Sénégal. L'offre d'énergie de l'OMVS a permis de réduire de façon significative la part de production thermique très coûteuse.

Cette offre d'énergie a permis de faire des économies importantes pour nos États. Elles sont estimées à environ 1440 millions d'euros sur la période de 2002 à 2016 pour l'ensemble des trois États, dont : 859 millions d'euros pour le Mali 393 millions d'euros pour le Sénégal et 188 millions d'euros pour la Mauritanie.

Pour renforcer la sécurité énergétique, l'OMVS a mis en place un fonds d'électrification dont les résultats sont appréciables.

L'OMVS a également œuvré pour la promotion de la sécurité alimentaire en mettant en place les facteurs de production et, récemment, en s'impliquant directement à travers des projets et programmes.

Il faut rappeler qu'avec la mise en service des barrages précités, le potentiel en irrigation est passé à 408 900 ha exploitable en toutes saisons. Les superficies aménagées étaient de 10 000 ha en 1951, 88 000 ha en 1988 et 212 937 ha en 2017.

Le plus fort potentiel se trouve au Sénégal qui, à lui seul, en représente 58,5%. Il est suivi de la Mauritanie (31,5%) de la Guinée (5%) et du Mali (5%).

Sur ce potentiel de 408 900 ha, seulement 212 937 ha, soit 52% étaient aménagés en 2018. Et il a été noté que tout ce qui est aménagé n'est pas exploité.

C'est fort de ce constat que le Haut-Commissariat a élaboré en 2003, avec l'appui de la FAO, le premier Plan d'Action pour l'Amélioration des Cultures Irriguées (PARACI). Ce document a été actualisé en 2010 suite à l'adhésion de la Guinée en 2006. Il constitue une agrégation des projets d'activités retenus au niveau des États membres, pour un coût estimé à 1 140,05 millions USD. Il a servi de support lors de la formulation de la première phase du Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE). Il a aussi permis de réviser les chiffres du potentiel irrigable qui sont passés de 375 000 ha (Mali : 5 000 ha, Mauritanie : 130 000 ha, Sénégal : 240 000 ha) à 408 900 ha (Guinée 19 600 ha, Mali 19 300 ha, Mauritanie 130 000 ha, Sénégal 240 000 ha).

Aujourd'hui, un nouveau plan d'action à l'horizon 2025 a été élaboré et validé par les services techniques des États membres de l'OMVS en décembre 2017.

Ce nouveau Plan d'Action comprend des axes stratégiques qui sont pris en compte dans les fiches de projets. La mise en œuvre de ces projets nationaux (activité dans un seul État de l'OMVS) ou régionaux (activités dans deux ou plusieurs États) va permettre de lever les contraintes liées au développement de l'agriculture irriguée. Le Coût global des projets est de 435 280 000 \$US pour les projets nationaux et 405 500 000 \$US pour les projets régionaux soit un coût global de 840 780 000



\$US pour le plan d'action.

Pour mobiliser son financement, une série de rencontres avec les partenaires actifs dans l'agriculture a été initiée. Les résultats immédiats sont le financement, par l'Italie, d'un projet d'appui des semences à hauteur de 7 millions d'euros. En plus, la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a manifesté son intention de financer dans un premier temps les études de faisabilité du « projet d'Appui à l'Émergence d'une Agriculture Durable dans le Bassin du Fleuve Sénégal » pour un montant estimé à 400 mille dollars. Le coût du projet est estimé à 80 millions de dollars. L'Union Européenne a porté son intérêt pour financer le « Projet d'Amélioration de la productivité agricole dans le bassin du Fleuve Sénégal », avec une approche multisectorielle (Eau, Agriculture, Énergie et Environnement). Les études de faisabilité sont payées par le Centre Commun de Recherche de l'Union Européenne.

En plus d'avoir favorisé le développement de l'agriculture irriguée à travers le PARACI, l'OMVS s'est investi depuis plus d'une décennie dans la mobilisation de partenaires le financement direct des activités du secteur à travers les sociétés nationales d'aménagement hydroagricoles.

Avec le Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE) financé à hauteur de 130 millions de dollars pour sa première phase (2007 à 2012) et 240 millions de dollars pour la phase actuelle (2013 à 2022), l'OMVS finance des aménagements hydroagricoles et des actions de développement de l'agroforesterie à hauteur de plusieurs millions de dollars US. La pêche continentale, un des principaux maillons de la sécurité alimentaire dans le bassin est également soutenu par l'OMVS à travers le projet précité financé par la Banque Mondiale.

Toutes ces initiatives de l'organisation pour la promotion de la sécurité alimentaire ont contribué au développement des secteurs agro-sylvo-pastoral, de la pêche continentale et de l'aquaculture.

Les impacts directs ont été la sédentarisation d'une partie d'une population que les années difficiles poussaient à émigrer. Mais c'est aussi

un profond changement pour des populations habituées à un autre type d'agriculture et donc d'organisation sociale.

La régularisation du fleuve a permis de limiter le stress de la faune aquatique. En plus, la retenue de Manantali est devenue un lieu de pêche pour la zone concernée.

L'OMVS est donnée en exemple partout à travers le monde

L'OMVS est un modèle de gestion réussie d'un cours d'eau partagé. Elle est partout donnée en exemple pour la qualité de sa coopération et le rôle qu'elle peut jouer dans un contexte marqué par des conflits liés à l'eau. C'est pour cela qu'elle a été désignée, par deux fois, meilleur organisme de bassin par le think tank indien « Strategic Foresight Group ». Elle est également membre du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB) dont elle assure le Secrétariat Technique et le RIOB (Réseau International des Organismes de Bassin) qui s'active pour la promotion de la paix à travers les organismes de bassin.

Par ailleurs, l'OMVS est un acteur majeur dans le processus préparatoire du 9ème forum mondial de l'eau prévu du 21 au 26 mars prochains, à Dakar. C'est d'ailleurs elle qui a été chargée de piloter le volet « Coopération » au sein du Comité chargé de l'organisation du forum.

Récemment encore, l'OMVS a été nommée pour le prestigieux Prix Nobel de la Paix. Cette nomination a été portée par une éminente personnalité en la personne de M. Erik Orsenna, économiste, écrivain, professeur et membre de l'Académie française ; le Geneva Water Hub, un Centre de l'Université de Genève qui promeut un plaidoyer politique pour l'utilisation de l'eau comme instrument de paix et de coopération et le Réseau International des Organismes de Bassins (RIOB), dont le principal objectif est de promouvoir des relations permanentes entre les organismes intéressés par la gestion globale des ressources eau par bassins.

Le bassin du Nil, entre conflits et coopération



Le Nil, avec un cours de 6 853 km, est le fleuve le plus long du monde. Il est formé par la confluence du Nil Bleu et du Nil Blanc prenant leurs sources respectives en Éthiopie et dans le lac Victoria. Les eaux du Nil représentent donc une ressource importante pour dix pays d'Afrique : l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya, l'Érythrée, le Rwanda, le Burundi et le Congo-Kinshasa. Huit d'entre eux font partie des pays les plus pauvres du monde, ils doivent principalement leur survie grâce aux eaux du Nil

Les tentatives de gestion de l'eau remontent à l'ère coloniale. En 1929, les pays nilotiques étaient sous domination européenne. En effet, l'Égypte et le Soudan, occupés par la Grande-Bretagne, ont signé un traité mettant en avant la primauté du « droit naturel » de l'Égypte sur les eaux du Nil. Grâce à ce traité, l'Égypte a acquis le droit de veto sur tous les projets de barrage qui pourraient affecter le débit du fleuve. En revanche, l'Égypte peut entreprendre des projets sur le Nil sans avertir les pays riverains. Enfin, l'Égypte se doit de surveiller le flux du Nil dans les pays en amont. Elle s'octroie près de 60% du flux du Nil. En 1956, on assiste à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, ce qui marque le renouveau de l'autorité égyptienne sur le fleuve.

Le Soudan obtient sa part du Nil

Après l'indépendance du Soudan en 1956, celui-ci sollicite une renégociation du traité de 1929 et impose à l'Égypte une révision de l'accord. Un nouveau partage est signé en 1959. Le Soudan obtient un partage des eaux du Nil, l'approbation quant à la construction de deux barrages sur le Nil Bleu et sur l'Atbara, un affluent du Nil. En contrepartie, le Soudan accepte le projet égyptien de construction du haut barrage d'Assouan. Le Soudan et l'Égypte prennent alors le contrôle du Nil. D'une part, l'Égypte augmente sa part jusqu'à 55,5 milliards de m³ et d'autre part, le Soudan passe d'une capacité annuelle de 4 milliards à 22 milliards de m³. Toute réclamation des autres pays est alors confrontée à une décision égypto-soudanaise unifiée.

Le coup de force de l'Éthiopie dans le Nil...

De nos jours, les projets de construction n'ont cessé de se multiplier. L'Éthiopie rejetant les accords de 1959 a pour projet de construire des barrages permettant la production d'énergie électrique, de même pour l'Ouganda. Les pays riverains du lac Victoria (Ouganda, Tanzanie, Kenya), confrontés à la sécheresse, souhaitent obtenir l'accès à cette vaste étendue d'eau douce pour leurs projets agricoles et hydroélectriques. Pour ce faire, ils souhaitent l'abrogation du traité imposé par les Britanniques qui réservent le lac aux pêcheurs et aux baigneurs. Autant de projets considérés comme un enjeu de sécurité nationale pour l'Égypte et qui peuvent créer une zone de tensions à tout moment. En 2011, l'Éthiopie a décidé de dévier le Nil bleu par le biais d'une construction d'un barrage hydroélectrique appelé « Renaissance » qui serait le plus puissant d'Afrique, et qui alimenterait le pays en énergie. A travers ce projet, l'Éthiopie a pour ambition de devenir le premier pays exportateur d'électricité d'Afrique. Néanmoins, ce plan entraîne très vite un conflit géopolitique régional avec le Soudan et l'Égypte, affectés par une baisse de la capacité en eau du Nil bleu. Les égyptiens manifestent contre ce barrage, défendant la position primordiale du Nil dans l'agriculture du pays par exemple. Depuis la signature du traité en 1929, l'Égypte jouit de son droit de veto sur les décisions prises par l'Éthiopie en ce qui concerne le Nil. La décision du lancement du barrage n'a pas été approuvée par le gouvernement du Caire, mais la construction a tout de même démarré en mai 2013 et devrait s'achever entre 2016 et 2018. Le projet a

dès lors attisé les tensions politiques, l'Égypte étant prête à se battre pour l'eau douce. Le 28 mars 2015, afin d'apaiser les rivalités, les trois pays (Égypte, Éthiopie et Soudan) représentés par des membres de chaque gouvernement ont décidé conjointement d'accorder le barrage à l'Éthiopie. Cet accord est basé sur une confiance mutuelle, en vue de coopérer dans l'intérêt du développement des trois pays membres.

Partage équitable du Nil, gage de paix

Malgré le désir du gouvernement égyptien de vouloir exercer un contrôle politique, direct ou indirect sur les sources du Nil, la coopération est tout de même une réalité. En effet, en 1999, les dix nations riveraines du Nil se sont unies pour créer l'Initiative du Bassin du Nil (IBN). Ce mandat promeut la protection écologique du Nil et, théoriquement, assure à tous un partage équitable. Elles mettent en commun des données techniques et socio-économiques pour mieux évaluer l'impact de leurs décisions sur les ressources en eaux et mieux manifester leur coopération. Ainsi, le Nil est au cœur d'enjeux géostratégiques majeurs, à l'échelle régionale et internationale. Il représente une source de pouvoir politique et économique qui suscite des tensions périodiques entre États riverains, en particulier entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie, chacun d'eux revendiquant sa position hégémonique sur le fleuve.

Synthèses de Habib Mimran



44 ans d'engagement pour la solidarité, la paix et le développement durable autour de 3 bassins partagés


Le 30 juin 1978 à Kaolack, les Républiques sœurs de la Gambie et du Sénégal ont créé l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), traduisant ainsi leur ferme volonté de mettre en valeur le bassin du fleuve Gambie. La République de Guinée se joint aux 2 pays en 1981 avant d'être suivie par la République de Guinée-Bissau en 1983, avec l'élargissement de la compétence de l'OMVG aux bassins versants des fleuves Kayanga-Geba et Koliba-Corubal.



Grâce aux ressources en eaux du bassin du fleuve Gambie, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie met en œuvre le « Projet énergie » qui va permettre à des millions de populations dans les 4 pays membres d'avoir accès à l'énergie.

Quand El Hadj Lansana Fofana, Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (Omvg) parle du « Projet énergie », il n'a même pas besoin de lire des notes. Il maîtrise par cœur ce projet qui va permettre à l'organisme de bassin qui regroupe le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la République de Guinée, de construire une ligne d'interconnexion longue de 1 646 km avec 15 postes répartis dans les différents pays. Trou-

vé en cette fin de journée du vendredi 18 mars 2022 dans son bureau situé à l'Immeuble Serigne Bassirou Mbacké sur la route de Ouakam qui abrite le siège de l'Omvg, El Hadj Lansana Fofana prépare activement le 9ème Forum mondial de l'Eau qui démarre ce lundi 21 mars à Dakar. L'Omvg est dans l'organisation de cette grande rencontre. Elle a accompagné la candidature du Sénégal pour abriter cette grande rencontre internationale. Depuis que Dakar a été choisi comme Ville hôte, l'Omvg a participé activement aux travaux préparatoires, a renseigné le Haut-commissaire. Le 9ème Forum mondial de l'eau qui s'ouvre aujourd'hui au Centre international Abdou Diouf de Diamniadio sera une tribune pour l'Omvg afin de montrer toutes ses réalisations autour



de la mise en valeur des ressources en eau qui sont dans le bassin du fleuve Gambie. Même si le nom de l'Organisation fait seulement référence au fleuve Gambie, en réalité, explique le Secrétaire général, Ababacar Ndao, l'Omgv s'occupe de trois bassins : le fleuve Gambie, le Koliba/Corubal et le Kayanga/Geba. L'un des projets phares de l'organisme de bassin, aime à répéter le haut-Commissaire, est le « Projet énergie ». Un grand projet financé à hauteur de 722 millions de dollars soit plus de 400 milliards de Fcfa. La mise en œuvre de cet ambitieux Projet a été impulsée par la conférence extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement du 29 janvier 2016. Depuis cette date, l'OMVG vit un nouvel élan avec une nouvelle gouvernance, un nouvel organisme et un nouveau programme d'actions édité par les quatre Chefs d'État et de Gouvernement. C'est ainsi que le Secrétariat exécutif a été transformé en Haut-Commissariat », rappelle El Hadj Lansana Fofana. Aujourd'hui, il a permis de construire 689 km de ligne au Sénégal avec 4 postes, 575 km en République de Guinée et 5 postes, 217 km en Guinée Bissau avec 4 postes et 167 km avec 2 postes en Gambie. Cette ligne d'interconnexion est la première composante du « Projet énergie » de l'Omgv. En effet, « deux dispatchings » se trouvent sur cette ligne d'interconnexion. Le premier est sur le poste de Linsan en République de Guinée. Selon le Haut-Commissaire de l'Omgv, Linsan constitue le poste stratégique de ce projet car « il est le croisement de toutes les interconnexions de la sous-région ». La ligne d'interconnexion Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra-Léone, Guinée est aussi raccordé à Linsan. Quant au deuxième poste qui est Tambacounda au Sénégal, il permet d'interconnecter directement les lignes existantes de l'Omgv à la boucle de l'Omgv. « Le projet énergie de l'Omgv est un véritable instrument d'intégration. Nous avons inauguré le 23 octobre le poste de Soma et toute cette région de la Gambie est aujourd'hui alimentée en électricité par la SENELEC à travers le réseau de l'OMVG. Tout cela dénote l'importance que les hautes autorités accordent à l'intégration régionale. Nous comptons terminer toute l'interconnexion au plus tard en décembre 2022.

D'ailleurs, au Sénégal, les postes et lignes sont réalisés à plus de 99%. A ce jour, les postes de Kaolack et Tambacounda, et les lignes associées sont exploités par la SENELEC», indique le Haut-Commissaire.

Lutte contre l'insécurité alimentaire

Par ailleurs, cette ligne va aider les pays membres dans leurs projets d'électrification rurale. Le Haut-Commissaire de l'Omgv informe que tout village situé à 100 km des postes de transformation sera raccordé pour bénéficier de l'énergie. Pour mettre en œuvre ce projet, informe-t-il, la Banque mondiale a dégagé 63 millions de dollars pour le gouvernement gambien et 60 millions de dollars pour la Guinée-Bissau. Concernant le Sénégal et la République de Guinée, dit-il, les deux pays sont en train de finaliser leurs requêtes pour que le travail d'électrification rurale puisse démarrer parallèlement avec la construction du barrage de Sambangalou. Ce projet de barrage à Sambangalou, une contrée située dans la région de Kédougou à la frontière avec la République de Guinée est la deuxième composante du « Projet énergie » de l'Omgv. Il s'agit d'un aménagement hydroélectrique d'une puissance installée de 128 mégawatts. « Ce barrage a une importance toute particulière. Il permet l'irrigation à l'aval de 90 000 ha pour la lutte contre l'autosuffisance alimentaire. Il y aura 40 000 ha au Sénégal et 50 000 ha en Gambie. C'est un barrage important dans le système de l'espace Omgv et il permettra, en Gambie, au plan environnemental, de repousser la remontée de la langue salée sur 100 km pour récupérer des terres agricoles », explique El Hadj Lansana Fofana. « Le financement du projet, d'un coût de 388 millions d'euros est pratiquement obtenu », ajoute M. Fofana. Celui-ci informe que les travaux de l'aménagement hydroélectrique de Sambangalou pour une durée de 4 ans seront lancés dans le deuxième semestre de l'année 2022.

Source : Le Soleil (Aliou Ngamby NDIAYE)



FESTI-EAU, la touche des frères Guissé

Les Frères Guissé s'engagent pour la cause de l'eau. Ces musiciens veulent à travers leur art sensibiliser non seulement sur les enjeux et l'importance à préserver l'eau, mais aussi amener les populations à s'approprier le 9ème Forum mondial de l'eau du 21 au 26 mars 2022 à Dakar. C'est le sens de l'engagement des Frères Guissé.

Dakar abrite le 9ème Forum mondial de l'eau du 21 au 26 mars 2022. En prélude de cet événement international, les Frères Guissé mènent une série d'activités de sensibilisation. Elles s'articulent autour des enjeux de l'eau, de l'assainissement dans un monde miné par des conflits liés au liquide précieux. C'est ainsi, à travers l'art, les Frères Guissé comptent inciter les populations à s'approprier de ce forum. Ils ont initié le Festi Eau du 04 au 30 mars. Il y aura de la musique, de road show, des activités éco-citoyennes, des panels. «Eau et assainissement, éducation environnementale, engagement communautaire et développement durable», sont les thèmes retenus. « A travers le festi-eau, on ne va traiter que les problèmes de l'eau, ainsi que des solutions. Comment faire pour que ces riverains qui vivent autour de l'eau puissent

travailler en synergie pour sa gestion», a déclaré Djiby Guissé, membre fondateur du Festi Eau, Directeur artistique du Festival.

Par ailleurs l'artiste rappelle, «source de vie, l'eau peut être source de développement. Tout comme elle peut être à l'origine de conflit». Il insiste sur le sens de leur engagement en ces termes: «En tant que acteurs de développement, nous nous sommes dits que nous devons venir en appont aux efforts du Gouvernement pour vulgariser les informations, la sensibilisation auprès des populations locales pour que ces gens-là puissent s'approprier de ce forum mondial.» En réalité, les frères Guissé organisent depuis 15 ans le Festi vert, festival à caractère environnemental. Mais cette année, compte tenu du Forum mondial de l'eau au Sénégal, ils l'ont consacré à l'eau, dénommé Festi Eau. Le Directeur artistique Djiby Guissé, s'exprimait lors d'une cérémonie préparatoire du 9ème Forum mondial de l'eau prévu du 21 au 26 mars 2022.

Serigne Mbacké Seck

TOUBA T.P

Liberté 6 Nord lot °53, Dakar
Tél: 33 867 43 38

Suarl

S O U H A I T E
un excellent séjour au pays de la
Téranga à tous les participants

**9^e FORUM
MONDIAL DE L'EAU**



KING FAHD PALACE

HOTEL

K I N G F A H D P A L A C E

Souhaite un excellent séjour au pays de
la Téranga à tous les participants

**9^e FORUM MONDIAL
DE L'EAU**